

Libération

REVELATIONS

LES AMITIÉS LOUCHES DE BENALLA

Enquête sur les nouveaux réseaux sulfureux
de l'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron. **PAGES 2-4**



Alexandre Benalla, le 25 juillet 2018. PHOTO ED ALCOCK. MYOP POUR LE MONDE



A Bordeaux, samedi. PHOTO THIBAUD MORTIZ

GILETS JAUNES

Un regain de mobilisation sous tension

PAGES 12-14

ÉDITORIALPar **LAURENT JOFFRIN****Natation**

Drôle de zig, tout de même, entouré de drôles de cocos. Alexandre Benalla était chargé de la sécurité rapprochée du président de la République, tâche fort honorable et surtout très prenante. Et voici qu'à peine éjecté de l'Élysée pour une bétise qui lui vaut des poursuites judiciaires (avec présomption d'innocence à la clé, bien sûr, tant que le procès n'a pas eu lieu), on le retrouve intégré, pris en charge, adoubé, cornaqué – ou cornaquant – un étrange réseau d'intermédiaires hâbleurs, louvoyants, furtifs ou ostensibles, comme on en rencontre dès qu'on enquête sur les filières d'affaires et de politique au Moyen-Orient ou en Afrique, dans la mouvance de régimes où l'on n'apprend pas par cœur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Notre enquête confirme, approfondit et surtout apporte de nouveaux éléments sur une affaire révélée par bribes au fil des investigations de presse. Outre qu'il sait séduire, intéresser, manœuvrer, Alexandre Benalla sait aussi nager. Rien d'illégal, à ce stade de l'enquête, dans cette natation en eaux saumâtres. Mais un parfum insistant d'affaires entre deux eaux, d'arrangements subreptices, de connexions douteuses. L'Élysée ne saurait être tenu pour responsable des agissements d'un ex-collaborateur après qu'il a été remercié pour ses errements. Mais comment diable ce chargé de sécurité devenu le fantôme de la macronie a-t-il pu constituer aussi rapidement cet échec de relations dans le demi-monde géopolitique ? Ces ondoyeurs intermédiaires sont-ils soudain venus à lui tels les petits enfants auprès de Jésus ? Ou bien, en habile tisserand préparant la suite, cet apprenti surdoué de la relation sulfureuse avait-il déjà entrepris, à l'Élysée, de nouer les contacts qui lui seraient utiles ? Et dans ce cas, comment a-t-il pu le faire à l'insu du plein gré de ses employeurs ? Si cela continue, dit Benalla, visant les attaques venues du premier cercle macronien, « je ne me tairai plus ». Tartarade d'un fier-à-bras saisi du vertige de la célébrité ? Ou bien menace tangible ? Le feuilleton n'est pas terminé. ♦

BENALLA

Des suspicions, non sans réseau

Djouhri, Miclet, Hababou Solomon... Depuis l'été, l'ancien collaborateur du Président multiplie les relations avec des intermédiaires controversés. «Libération» révèle ses liens avec Mohamad Izzat Khatab, un homme d'affaires syrien impliqué dans des escroqueries.

ENQUÊTE

Par **EMMANUEL FANSTEN, ISMAËL HALISSAT, RENAUD LECADRE** et **WILLY LE DEVIN**

C'est la soirée où tout bascule pour Alexandre Benalla. Ce 18 juillet, le journal *le Monde* vient de révéler l'implication de celui qui est encore l'un des proches collaborateurs d'Emmanuel Macron dans des violences contre des manifestants le 1^{er} mai. Aussitôt publié, l'article provoque une déflagration. Et le téléphone d'Alexandre Benalla commence à crépiter. Installé dans l'enceinte du luxueux hôtel du Collectionneur, puis dans un bar à chicha du VIII^e arrondissement, le jeune homme de 26 ans tente d'anticiper la tempête qui s'apprête à déferler. La fadette de son téléphone listant les personnes contactées lors de cette folle nuit, versée à la procédure judiciaire, laisse deviner un réseau déjà bien étoffé, hérité notamment de ses années dans la sécurité privée. On y retrouve par exemple Christian Prouteau, fondateur du

Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), puis de la cellule antiterroriste de l'Élysée sous François Mitterrand. Ou encore le garde du corps historique de Johnny Hallyday, Jimmy Reffas. Un réseau de commissaires de police va en outre s'activer du côté de la préfecture de Paris pour fournir à Alexandre Benalla des images qui lui permettraient de se défendre. Enfin, plusieurs numéros de téléphone de la présidence de la République sont contactés, certains chiffrés, d'autres non. Une fois exfiltré de l'Élysée, Alexandre Benalla n'aura pas perdu beaucoup de temps pour élargir et faire fructifier un réseau aussi tentaculaire que sulfureux. Chaque semaine qui passe le jette dans les bras d'intermédiaires, notamment connus de la Françafrique et du Moyen-Orient, plus douteux les uns que les autres. En reconstituant le parcours d'Alexandre Benalla depuis l'été, *Libération* révèle, notamment, l'existence d'un nouveau personnage trouble : le Syrien Mohamad Izzat Khatab (*lire page 5*), sur qui Tracfin, la cellule antiblanchiment de Bercy, a ouvert une enquête en 2018.

Août 2018 **L'escapade marocaine chez Vincent Miclet**

En pleine folie médiatique, Benalla commence par s'accorder quelques jours de répit chez Vincent Miclet, comme l'a raconté *le Monde*. Très en cour sous la présidence de Jacques Chirac, via les «messieurs Afrique» de l'Élysée (Michel de Bonnecorse) et du Quai d'Orsay (Bruno Joubert), cet homme d'affaires ayant fait fortune dans l'agro-alimentaire en Angola a vu son étoile pâlir sous Hollande, puis sous Macron (*lire page 4*). «Où, Miclet avait besoin d'un petit téléphoniste comme Benalla pour ouvrir des portes à l'Élysée», glisse un proche de l'homme d'affaires. Alexandre Benalla admet lui avoir organisé «deux ou trois rendez-vous», du temps où il officiait auprès de Macron – mais «sans la moindre contrepartie financière», tient-il à préciser à *Libération*. Dès lors, quand Vincent Miclet s'empresse de l'héberger dans son splendide palais de Marrakech en août dernier, il faudrait n'y voir qu'un amical renvoi d'ascenseur. «Accueillir Benalla si vite au Maroc, c'est signifier aux dirigeants africains "j'ai mes entrées à l'Élysée !" grince toutefois un ancien proche de Miclet. C'est





Sur le plateau
du 20 heures de
TF1, le 27 juillet.

PHOTO FRÉDÉRIC
STUCIN

toujours bon pour un mec comme ça de se faire miroiter.» Surtout que ce dernier a des démêlés avec la justice angolaise, qui le suspecte d'avoir détourné plusieurs centaines de millions d'euros. En bon intermédiaire, Alexandre Benalla met en contact pour affaires son ami Miclet avec un autre personnage aussi trouble que fortuné, le Syrien Mohamad Izzat Khatab.

Septembre **Le séjour chez** **Mohamad Izzat Khatab**

Après ses quelques jours de repos sous le soleil marocain, Benalla reprend ses quartiers à Paris, au cœur du «triangle d'or». Selon nos informations, il a notamment passé plusieurs semaines chez un sulfureux homme d'affaires syrien, Mohamad Izzat Khatab, avec qui il est apparu très proche ces derniers mois. Une information démentie par l'entourage de Benalla, qui assure qu'il n'y a passé qu'une seule nuit avec sa femme et son fils. *Libération* dispose d'un selfie qui immortalise la complicité entre les deux hommes. Un cliché pris en septembre dernier dans l'appartement

principal d'Izzat Khatab, situé Place de l'Alma (XVI^e arrondissement), juste en face de la Seine. Tout sourire, Alexandre Benalla, polo rose sur les épaules et lunettes rondes sur le nez, sort tout juste de son audition devant la commission d'enquête du Sénat.

L'histoire qui lie les deux hommes commence en 2012. A l'époque, Alexandre Benalla est au service d'ordre du Parti socialiste. Souvent, lors des rassemblements publics, il remarque cet élégant mais insistant homme d'affaires au crâne luisant qui tente par tous les moyens d'être sur la photo. L'obsession d'Izzat Khatab est alors claire : tisser un relationnel qui lui permettra de se valoriser en prétendant faire partie de l'entourage de François Hollande, grand favori des sondages.

Six ans plus tard, lorsque Benalla se fait éjecter de l'Elysée, Izzat Khatab s'empresse de revenir à la charge. Introduit par un ami photographe, il donne rencard à Benalla au Fouquet's. Selon nos informations, le Syrien fait alors miroiter au jeune chômeur un emploi à 25 000 euros mensuels. Surtout, il l'invite à occuper l'un des nombreux biens dont il dispose, niché sur la prestigieuse avenue

Montaigne. Désormais au chaud, l'ancien garde du corps va s'atteler à bâtir sa nouvelle carrière, lui qui dit désormais travailler dans le «consulting international».

Septembre **La rencontre** **avec Alexandre Djouhri**

Quand *Libé* avait révélé leur rencontre du 5 septembre dans un hôtel londonien, Alexandre Benalla avait démenti vigoureusement en nous traitant par texto de «pire de ce qu'a produit l'humanité». Trois mois plus tard, les deux hommes assument finalement plusieurs rencontres. Interrogé par *Libération*, Alexandre Djouhri admet avoir vu son cadet. Mais pas pour lui ouvrir les portes du business en Afrique ou au Moyen-Orient, étant peu soucieux de partager son carnet d'adresse : «Il a 26 ans, j'en ai 60. Le garçon est sympa, poli. Mais ouvrir des portes à un gamin que je ne connais pas, jamais de la vie! Soyons sérieux», précise-t-il à *Libération*. Célèbre intermédiaire de la sarkozie aujourd'hui assigné à résidence à Londres, Djouhri fait l'objet d'un mandat d'arrêt déli-

vré par la justice française à son homologue britannique dans le cadre de l'enquête sur le financement libyen présumé de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Benalla et Djouhri assurent finalement s'être rencontrés, une première fois à Londres, dans un restaurant japonais, le Zuma. Une rencontre fortuite, à les entendre. «Au bar», selon Djouhri. Les services de renseignement britannique ont depuis confirmé à leurs homologues français au moins une autre rencontre dans un pub. Les deux hommes ont alors découvert qu'ils avaient une bonne connaissance commune : l'ancien journaliste Charles Villeneuve. L'automne dernier, il s'est lui aussi mis en tête de prendre Alexandre Benalla en main, et surtout de le faire savoir au microcosme politico-financier. C'est ainsi que Charles Villeneuve l'a ostensiblement trimballé chez Laurent, le restaurant du CAC40, le Stresa, lieu de passage des stars ou à l'Avenue, cantine de l'ancien patron du renseignement intérieur Bernard Squarcini. Largement de quoi alimenter le spectre d'un complot antimacroniste diligenté par ce qui

Suite page 4

Novembre

Un contrat pour une entreprise de sécurité privée

Benalla a gardé un pied dans son domaine de prédilection. Comme l'a révélé le *Canard enchaîné*, son compte bancaire a été crédité en novembre de 12000 euros, correspondant à un virement d'une toute jeune société dénommée France Close Protection. Selon nos informations, cette structure montée très récemment est domiciliée à la même adresse que Mars, la boîte de Vincent Crase, son ami et compagnon d'infortune du 1^{er} mai. L'entreprise est dirigée par une connaissance de Benalla, Yoann P., ancien militaire de 44 ans. Passé notamment par le Tchad et la Centrafrique, ce dernier affiche sur son CV une vingtaine d'années d'état de service comme commando parachutiste. Lancée avec un capital social de 100 euros, France Close Protection révèle par ailleurs une autre étrangeté : son unique actionnaire est un homme de 18 ans, majeur depuis seulement quelques mois. Pour préciser la nature de cette prestation, l'entourage d'Alexandre Benalla fait valoir «une mission de conseil à l'international».

Self-made-man, Benalla avait déjà tissé des liens dans le milieu de la sécurité privée bien avant de se mettre au service de Macron. Entre 2013 et 2015, il participe, au lancement d'une éphémère filiale marocaine de la société de sécurité Velours. C'est aussi à cette période que le jeune homme intègre l'équipe chargée de la sécurisation des visites parisiennes du futur prince d'Arabie Saoudite, Mohammed ben Salmane. Dès l'âge de 24 ans, il est par ailleurs initié à la franc-maçonnerie via une branche marocaine de la Grande Loge nationale française, bien plus implantée dans la Francafrique que son homologue et concurrent du Grand Orient. L'international lui sourit encore, quand quelques mois plus tard, Benalla poursuit sa carrière en Allemagne, à Munich, comme garde du corps et conseiller du président de l'Office européen des brevets. «J'ai voyagé, rencontré des gens», éludera-t-il devant la commission d'enquête du Sénat.

Décembre

La virée tchadienne avec Philippe Hababou Solomon

Ce controversé intermédiaire d'origine israélienne, condamné en France mais très en cours dans certains pays arabo-musulmans (*lire ci-contre*), a pris en charge l'ancien conseiller de Macron. Il l'a notamment fait voyager au Tchad comme l'a révélé le *Monde*. Leur rencontre s'est effectuée via un ami commun, autre autodidacte devenu courtier renommé sur la place financière. Face à la polémique sur leurs pérégrinations communes au Tchad, au Cameroun ou au Congo-Brazzaville, Philippe Hababou Solomon s'en est expliqué à *Libé* : «J'ai rencontré ce jeune homme brillant à Paris. J'ai compris pourquoi Macron l'avait recruté... Je ne l'emploie pas, je ne le rémunère pas, mais j'ai seulement détecté un potentiel en lui.» Mais pourquoi diable le trimbaler partout en Afrique alors qu'il le connaît si peu, si ce n'est pour son influence réelle ou supposée ou pour se faire mousser ? «Je n'ai pas besoin de lui pour ouvrir des portes. Il ne m'est pas utile, alors que je lui suis utile.» Un rôle de simple mécène, à l'entendre, qui lui permet toutefois de dresser la psychologie de son jeune poulain : «Il a un dévouement, une adoration excessive vis à vis du président. Il voit des complots partout, la technocratie contre le peuple. C'est un animal blessé, du coup je ne comprends pas l'attitude de l'Elysée : ils connaissent les qualités et les défaut de ce garçon impulsif. Dès lors, pourquoi le menacer, l'accuser, ils poussent Benalla à la faute alors qu'ils savent qu'il peut être dangereux.»

Philippe Hababou Solomon or noir et ballon rond

Le businessman au passé judiciaire chargé évolue depuis longtemps en Afrique. Il a connu Benalla via un ami courtier.

L'homme est citoyen israélien, quoique muni d'un passeport diplomatique de la Guinée-Bissau. Bientôt septuagénaire, il grenouille depuis trente ans entre la France, le Qatar et surtout l'Afrique. Juif apprécié des Arabes comme des dignitaires africains, ayant aussi des entrées au Vietnam ou en Turquie, Philippe Hababou Solomon est un adepte du commerce multipolaire, en dehors des sentiers battus.

Tambouille. Sur le sol français, son bilan est mitigé, ses diverses expériences tournant autour de la case prison. Une première tentative dans la

joaillerie, place Vendôme à Paris, finit avec des poursuites pour faillite. En 2002, la reprise d'une petite compagnie d'aviation régionale, AeroLyon, s'achève par une condamnation à trois ans ferme. En 2007, une tambouille pétrolière, sur fond(s) d'arnaque boursière, lui vaut aussi quelques attentions pénales : la société ATI Petroleum, dont il était l'un des VRP, avait fait miroiter des contrats d'exploration en Tunisie, pays dont les sous-sols n'ont jamais recélé la moindre goutte de pétrole ou de gaz. Aujourd'hui, «PHS» se dit quitte avec la justice hexagonale. «J'ai un passé compliqué avec la France, donc je ne travaille plus avec la France. Mais je peux y entrer ou sortir sans problème», explique-t-il à *Libération*. Avant de s'inquiéter : «Vous n'allez pas trop insister sur mon passé ?» Hababou Solomon est une caricature d'intermédiaire, sympathique en diable. Il aime le foot,

passion ouvrant bien des portes. Il croisera donc tout naturellement la route de Bernard Tapie – «mais nous n'avons jamais fait d'affaires ensemble», précise ce dernier à *Libération*. Il lui conserve toutefois son amitié. Joignant l'utile à l'agréable, notre homme s'activera ainsi pour faire en 2005 de Luis Fernandez l'entraîneur du Beitar, mythique club de Jérusalem, du temps où son actionnaire était le russe Arcadi Gaydamak, autre intermédiaire célèbre de la Françafrique.

Autodidacte. Définitivement offshore, passeport diplomatique de la Guinée-Bissau en poche, Hababou Solomon dit faire ses emplettes sans avoir nul besoin de passer par «la cellule africaine de l'Elysée». Dont acte. Mais il est intarissable sur l'emprise croissante de la Chine, du Qatar ou de la Turquie – ces grands Etats de droit – sur le continent africain, cette «course

à l'influence économique et diplomatique» qu'il se fait fort de favoriser en modeste artisan... Un ancien journaliste de *Paris Match* et *Backchich*, Jacques-Marie Bourget, narre toutefois cette autre facette du businessman : l'exfiltration, en 2014, d'un pétrolier des côtes libyennes, aux bons soins d'un «*jihadiste*» local, à destination d'Israël... mais arraisonné par la marine chypriote.

Sa rencontre avec Alexandre Benalla s'est déroulée sous les bons auspices d'un ami commun : un autre autodidacte, ayant poussé des chariots à RunGIS avant de devenir une des vedettes du CAC 40, comme courtier chez Viel & Cie. «Il m'a juste dit : j'ai un ami, tu pourrais le promener en Afrique ?» explique Hababou Solomon. Aussitôt dit, aussitôt fait. La vie, comme le business, est parfois simple comme un coup de fil.

RENAUD LECADRE

Vincent Miclet bling-bling et bakchichs

Intermédiaire «dandy» qui a fait fortune en Afrique, cette connaissance d'Alexandre Benalla fréquente les hautes sphères de l'Etat.

Né au Tchad de parents coopérants, Vincent Miclet complètera utilement sa nationalité française d'un passeport diplomatique béninois. Notre homme aura commencé piano, par le commerce du poisson – on songe inmanquablement à André Guelfi, dit «Dédé la sardine», fantasque intermédiaire ayant lui aussi débuté sa carrière par de la pêche au large.

Château. Miclet va ensuite élargir sa palette dans toute l'Afrique de l'Ouest : commerce de la tomate, du riz, de l'huile et d'autres denrées, jusqu'à devenir empereur de la distribution, un Edouard Leclerc local. Mais c'est surtout en Angola, eldorado pétrolier, qu'il va faire fortune. *Libération* n'a pas réussi à le contacter, mais de précédents portraits dressés par l'*Obs* puis le *Monde* ont campé un «dandy des grands chemins». Car Miclet y va fort, *show off* en diable : château en Dordogne (piscine, bow-



Vincent Miclet à Cannes en 2015. PHOTO BESTIMAGES

ling, boîte de nuit et aérodrome inclus), somptueuse demeure à Marrakech (plus grande que celle du roi du Maroc, dit la légende). C'est d'ailleurs dans ce

palais qu'il accueillera Alexandre Benalla à l'été 2018, après son débarquement de l'Elysée. Touche finale, une compagne issue de la télé-réalité, Ayem Nour, que

seuls les jeunes téléspectateurs de NRJ 12 peuvent connaître. Le riche businessman de 53 ans n'hésite pas à délivrer les clés de son succès sur le continent africain. «En Afrique, on ne fait d'affaires sans verser des commissions», explique-t-il au *Monde*. Et de donner le tarif, sans plus de chichis : 30 %.

Tirelire. En plus de contacts au plus haut niveau de l'Etat français, Vincent Miclet sait s'appuyer sur certains de ses anciens soldats perdus. Comme Christian Prouteau, ancien patron du GIGN (le gratin de la gendarmerie) puis de la cellule antiterroriste de l'Elysée sous Mitterrand, désormais marchand de prestations sécuritaires en Afrique. Ensemble, ils équiperont de pied en cap policiers ou militaires locaux – mais pas en armements, domaine trop sensible ou dangereux. Depuis 2012, Miclet est poursuivi par la justice en Angola, un potentat local, le général Kopelipa, le soupçonnant d'avoir détourné ses commissions – les proverbiaux 30 %, et plus si affinité. Qu'à cela ne tienne, il rebondit depuis au Gabon, autre tirelire pétrolière. Un proche, cité par l'*Obs*, délivre sa particularité : «Vincent a beau être blanc, il est noir à l'intérieur.»

R.L.



Selfie d'Alexandre Benalla et Mohamad Izzat Khatab, en septembre chez ce dernier. PHOTO DR

Mohamad Izzat Khatab

le sulfureux bienfaiteur

Selon nos informations, le riche Syrien qui aime afficher ses liens avec les puissants est impliqué dans des escroqueries. Le rôle joué par Alexandre Benalla interrogé.

C'est un homme prêt à payer très cher pour montrer qu'il est important. Un intrigant à la fortune abondante qui ne négocie pas sur les chausse-trapes pour poser à côté des puissants. Pour faire connaissance avec l'individu, un détour par son compte Instagram s'impose. Un vertigineux panthéon de selfies y est exposé, avec Emmanuel Macron, François Hollande, Edouard Philippe, Bernard Cazeneuve, ou encore le roi du Maroc, Mohammed VI. Mais qui est donc Mohamad Izzat Khatab, mystérieux homme d'affaires syrien de 49 ans, installé à Paris depuis 2002?

Libération s'intéresse au personnage depuis plusieurs mois. C'est que le Syrien a été l'un des premiers bienfaiteurs d'Alexandre Benalla, aux prises avec la justice après les

révélations par *le Monde*, en juillet, des violences commises lors des manifestations du 1^{er} Mai. Selon nos informations, l'ex-collaborateur de l'Elysée a séjourné plusieurs semaines dans l'un des appartements d'Izzat Khatab, situé avenue Montaigne, à Paris (VIII^e arrondissement), entre septembre et octobre. Une information démentie par l'entourage de Benalla, qui assure qu'il n'y a passé qu'une seule nuit avec sa femme et son fils.

Escroqueries. L'obsession d'Izzat Khatab a toujours été de tisser un réseau de personnalités le plus haut perchées dans la hiérarchie de l'Etat. Dans sa quête éperdue, le Syrien, toujours escorté par deux ou trois gardes du corps équipés d'oreillettes, s'appuie sur un cercle «d'amis» qu'il a su amadouer, au premier rang desquels figurent Julien Dray et l'imam de Drancy Hassen Chalghoumi – ce dernier a aussi été hébergé par Izzat Khatab en 2015 et 2016 à la suite de nombreuses menaces de mort l'ayant obligé à quitter son domicile de Drancy. Jamais averse de légendes, Izzat Khatab assure être devenu au fil du temps un intime de Hollande, et prétend même avoir remis 2 millions d'euros en cash

à l'ancien Président... «Absurde», répond à Libération l'ex-chef de l'Etat, qui confirme l'avoir rencontré, par l'intermédiaire de Julien Dray à l'Elysée, au motif qu'Izzat Khatab se prévalait de jouer un rôle dans la reconstruction de la Syrie.

L'origine de la fortune d'Izzat Khatab est aussi trouble que ses activités. Officiellement, l'homme s'est enrichi dans l'industrie du phosphate et du pétrole. En Syrie, il était proche de Bassel al-Assad, frère de l'actuel tyran Bachar, décédé dans un accident de voiture en 1994. Est-ce la guerre fratricide entre Bassel et son cadet qui a fait fuir Izzat Khatab? A Paris, le sunnite se présente ni plus ni moins comme une alternative possible au dictateur lorsque l'heure de la transition sera venue. En 2009, il crée le mouvement politique «la Syrie pour tous», et rédige ensuite «le plan Khatab», vendu comme une issue à la guerre. Le hic, c'est qu'aucun des acteurs sérieux s'intéressant à la Syrie en Europe ne sait qui est Izzat Khatab. Pire, son plan est unanimement considéré comme fantoche par plusieurs universitaires auxquels Libération a soumis les principales préconisations. Sur les plateaux de télé, seul... Julien Dray, défenseur de la

cause kurde depuis longtemps, s'est posé en VRP du «plan Khatab». Sincère bienveillance ou renvoi d'ascenseur? Sollicité, le socialiste n'a pas souhaité nous répondre.

Comme beaucoup d'autres, Julien Dray a été reçu chez Izzat Khatab, place de l'Alma. En dépit des prestigieuses selfies qui tapissent les murs du luxueux meublé, ce dernier est loin de l'image de généreux mécène qu'il s'échine à construire. Selon nos informations, il est impliqué dans plusieurs escroqueries, dont certaines posent la question du rôle joué par Alexandre Benalla. «C'est vrai qu'Izzat s'est servi de lui», confesse, embarrassé, un proche de Benalla, qui assure que l'ancien garde du corps n'a jamais rien touché et a pris ses distances depuis avec le Syrien, présenté comme un «mytho un peu escroc». D'ailleurs, plusieurs personnalités de premier plan contactées par Libération semblent gênées aux entournures lorsque le nom d'Izzat Khatab leur est soumis.

Tour de passe-passe. Selon plusieurs sources, le modus operandi du Syrien serait toujours le même: il donne rendez-vous à des investisseurs dans des hôtels du «triangle d'or» parisien et propose de blanchir leur argent à un taux attractif et de façon parfaitement sécurisée. Pour berner ses proies, elles-mêmes peu recommandables, il fournit différents RIB attestant que les sommes ont bien été transférées sur des comptes bancaires à l'étranger, notamment via une société belge spécialisée dans le commerce de voitures de luxe. Une opération de «décaisse» classique. Sauf que dès que l'acompte a été versé en cash à Izzat Khatab, le virement est aussitôt annulé. Le tour de passe-passe portant sur plusieurs dizaines de milliers d'euros aurait ainsi été renouvelé à plusieurs reprises avec des victimes différentes, certaines n'acceptant de rencontrer Izzat Khatab qu'en raison de sa proximité affichée avec Alexandre Benalla, qui a lui-même assisté à plusieurs rendez-vous. Selon nos informations, une enquête de Tracfin, la cellule antiblanchiment de Bercy, a été ouverte en 2018 sur Izzat Khatab.

Ce n'est pas la première fois que ce dernier est dans le viseur des services de renseignement. A l'été 2016, le Service central du renseignement territorial (SCRT) s'est intéressé à son profil. Toujours dans l'idée de s'assurer de multiples allégeances, le Syrien effectue un don de 7000 euros en chèque au Conseil français du culte musulman (CFCM). Le SCRT se procure une copie du chèque et procède à des vérifications. Les policiers français apprennent alors qu'Izzat Khatab a eu des soucis financiers en Suisse, et que pour cette raison, il a déjà été refoulé de la principauté de Monaco. Intrigués, plusieurs policiers poursuivent les surveillances. C'est ainsi que Hassen Chalghoumi est identifié en compagnie d'Izzat Khatab à de multiples reprises, au même titre qu'une flopée de people et de personnalités politiques. Des prostituées sont aussi aperçues, parmi lesquelles les sœurs d'un trafiquant de drogue notoire de Sevran, bien connu des services de police. Benalla pouvait-il tout ignorer du CV de son sulfureux loqueur? Contacté, son entourage s'en défend envers et contre tout. Libération a aussi essayé de joindre Hassen Chalghoumi. L'homme de foi nous a fait rappeler samedi par sa collaboratrice, Fatiha Boyer. Cette dernière, qui se présente par ailleurs comme «une amie d'Izzat Khatab», nous a indiqué que Chalghoumi ne répondrait à nos questions qu'à son retour de l'étranger. Quant à l'homme d'affaires syrien, après plusieurs messages, il nous a contactés dimanche en milieu d'après-midi pour nous affirmer qu'il «était en deuil suite au décès de sa mère» et qu'il ne souhaitait pas répondre à nos sollicitations à ce stade.

EMMANUEL FANSTEN
et **WILLY LE DEVIN**



Les troupes vietnamiennes entrent à Phnom Penh, le 7 janvier 1979. PHOTO DR

CAMBODGE

Le réveil amnésique d'un pays

REPORTAGE

A l'image de sa capitale, Phnom Penh, le royaume, qui commémore ce lundi les 40 ans de la fin du génocide khmer rouge, est en pleine transformation. Mais malgré les progrès économiques, les inégalités s'accroissent, tandis que la mémoire des crimes de l'ancien régime communiste est reléguée au second plan.



Dans l'est de la capitale, un ancien marécage est devenu un quartier branché et embourgeoisé surnommé «Diamond Island». PHOTO MORGAN FACHE. ITEM


Par
ARNAUD VAULERIN
Envoyé spécial à Phnom Penh

On pourrait commencer ici l'histoire du Cambodge d'aujourd'hui. Sur le pont Monivong qui enjambe la rivière Bassac à Phnom Penh. Il y a quarante ans, c'est par cette route nationale 1 que sont entrées les forces vietnamiennes dans la capitale cambodgienne. Au moins 110 000 combattants expérimentés et équipés venaient chasser les Khmers rouges, responsables de la mort d'au moins 1,7 million de personnes entre avril 1975 et janvier 1979 (*lire page 9*), l'un des pires génocides du XX^e siècle.

Ce 7 janvier 1979, un homme fait son retour au pays dans les camions des soldats de Hanoi : Hun Sen, ancien commandant khmer rouge qui, un an plus tôt, avait fui les purges de Pol Pot (frère numéro 1 du régime). Quarante ans plus tard, à 66 ans, il est toujours là, plus que jamais. Indéboulonnable Premier ministre, autocrate, sûr de son fait et fier d'être à la tête d'un pays à la croissance arrogante de 7% et à la jeunesse conquérante, où les moins de 30 ans représentent près de 70% de la population.

Hun Sen doit présider ce lundi aux commémorations de la «libération» du pays dans le stade olympique. Et se poser à nouveau en petit père du peuple khmer et d'un pays propulsé dans une métamorphose qui a des airs de rupture et de fuite en avant.

Il n'y a qu'à se promener dans Phnom Penh pour être saisi d'un vertige. En 1979, l'ancienne «perle de l'Asie» promue par les colons



français du XIX^e siècle était comparée à Guernica et à la Belle au bois dormant, selon l'ex-journaliste Khieu Kanharith, devenu ministre de l'Information. Si cette dernière image est juste, la première est erronée. Durant la terreur khmère rouge, Phnom Penh n'a pas été bombardé à l'instar de la ville espagnole. Les «révolutionnaires de la forêt» ont abandonné la capitale après l'avoir vidée de toute sa population en l'espace de deux-trois jours. Un fait quasi unique dans l'histoire des guerres.

«DIAMOND ISLAND»

Aujourd'hui, la capitale cambodienne s'étend, s'élève, se maquille, se vend et s'oublie. *«C'est une explosion. C'en est flippant car tout va très vite. Depuis cinq ans, c'est toujours plus haut, toujours plus cher»*, constate, les yeux écarquillés, Vannak Seng, le très affairé secrétaire général de la ville de Phnom Penh, qui met la main aux derniers préparatifs du 7 janvier. *«Cette date est importante*, poursuit ce parfait francophone de 36 ans qui a fait des études d'architecture à Paris pendant douze ans avant d'être recruté par les autorités cambodgiennes. *Mes parents font partie de la génération sacrifiée par les Khmers rouges. Il faut se rappeler cela. Chaque année, c'est l'occasion d'un bilan, surtout après quarante ans.»*

Alors aujourd'hui, où va le Cambodge du Premier ministre Hun Sen ? Pour le découvrir, on quitte le pont Monivong et la route nationale 1 pour gagner Koh Pich, presque île reliée par trois points, un ancien marécage, surnommé

«Diamond Island». «*Là, avant, il n'y avait que du sable et de l'herbe*», raconte un des protagonistes de *Diamond Island*, le long métrage de Davy Chou, cinéaste franco-cambodgien qui a filmé les aventures du jeune Bora dans cette excroissance aussi surréaliste qu'effrénée. En une poignée d'années, un nouveau quartier a fait irruption : une réplique de l'Arc de triomphe parisien niché entre de hauts immeubles très grossièrement haussmanniens. Plus loin, des salons de mariage avec tentures, spots et paillettes, une piscine «écologique», des tours de 30 étages avec des appartements pour nouveaux riches et expatriés fortunés, de larges avenues arborées où circulent Rolls-Royce, Porsche et 4x4 Audi et Toyota. Plus loin, un parc d'attractions clinqant et bruyant. En attendant une tour de 500 mètres, déjà en chantier.

Et dans le prolongement, des bars et des terrasses en enfilade, ouverts sur le large et la brise du Mékong. C'est là que l'on croise Meng Lang, trentenaire francophone, tout en discrétion dans son jean gris serré, baskets et t-shirt noir. Ce soir, elle n'est pas venue courir sur la jetée en bois, mais retrouver une amie infirmière autour de coques en sauce, de riz et de canard grillé.

Diamond Island fait figure de QG pour la jeunesse de Phnom Penh. Meng Lang y vient *«au moins une fois par semaine»*. Médecin généraliste depuis 2015, elle est arrivée de l'ouest rizicole de Battambang il y a onze ans. *«La ville a changé, s'est développée, elle est souvent embouteillée, est devenue plus chère, mais c'est vrai aussi que l'on gagne plus. La vie est meilleure qu'avant»*, dit la jeune femme, qui espère *«encore plus de changements à l'avenir pour la couverture sociale»*. Pour elle, l'avant signifie le passé récent, pas les années 70. La date du 7 janvier *«n'est pas plus importante que ça pour moi»*, reconnaît-elle, bien que

plusieurs membres de sa famille aient été exécutés par les Khmers rouges. *«Ça l'est beaucoup pour les anciens»*, croit-elle savoir. Mais elle n'a *«jamais spécialement parlé de ce passé»* avec sa famille. Et ne souhaite pas particulièrement se pencher sur la question.

Ce genre d'attitude désole Serey Soun, cadre lettré d'une institution internationale qui a choisi un pseudonyme pour ne pas risquer son poste. Il a vécu la *«folie meurtrière»* khmère rouge dans un village au nord de Phnom Penh. *«J'avais 7 ans et faim tout le temps. Je devais travailler dans les champs. En cachette, j'avais des racines, des insectes. Dès 1975, j'ai eu conscience que j'allais mourir. Il y avait tellement de gens tués, qui disparaissaient ou mouraient de faim et de maladie autour de nous. On vivait avec cette peur permanente, avec les "chlop", ces gamins espions formés par les Khmers rouges pour se cacher et découvrir les traîtres.»*

«PAS DE PASSÉ»

Les fantassins vietnamiens sont arrivés dans le village le 8 janvier. *«On a fermé la porte. On se demandait : c'est qui ? C'est quoi ces casques, les Soviétiques ? rigole aujourd'hui le petit homme sec. L'école a rouvert. Le bonheur de pouvoir apprendre, la vie enfantine a repris, on jouait à cache-cache. On allait pêcher les poissons et les crustacés dans les rivières. Ils étaient énormes et nombreux, car pendant trois ans et demi plus personne n'avait pêché. Et aussi on pleurait quand on se retrouvait. On listait ceux qui ne reviendraient plus.»* Derrière son Coca glacé, Serey Soun ne se fait plus d'illusions. *«On a basculé dans autre chose. La majorité de la population se moque de cette histoire. Je ne peux pas le supporter. Des gens qui n'ont pas de passé ont du mal à aller vers le futur.»*

Autour de lui, sur la terrasse de Vehaa, un restaurant établi dans un bel im- **Suite page 8**



Suite de la page 7 meuble végétalisé signé de l'architecte Vannak Seng, l'effervescence est de mise. Au son d'un *Happy Birthday* synthétisé, les gâteaux d'anniversaire défilent, les fêtes s'enchaînent, les cadeaux affluent. Familles de la classe moyenne et groupes d'adolescents se retrouvent sous les étoiles. Aux abords d'une piscine de poche, des couples affalés sur des canapés se mirent dans leurs smartphones Huawei ou Samsung, squattent Facebook, premier média de masse du pays. Mais pas d'archives ni d'images sépia sur les écrans de ces jeunes Cambodgiens rêveurs. Il faut être honnête, une forme d'indifférence polie s'est installée sur les années 70. Le passé khmer rouge ne s'invite plus beaucoup dans le présent. La dernière fois, c'était en novembre 2018. Les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), un tribunal mixte chargé de juger les responsables khmers rouges depuis 2009, condamnaient Nuon Chea et Khieu Samphan (l'idéologue et l'ancien chef d'Etat des Khmers rouges) à la prison à vie pour génocide à l'encontre des Vietnamiens et des Chams, les Khmers de confession musulmane. La sentence n'a pas manqué de questionner. *«Bien sûr que j'ai été content d'entendre le verdict, même si je regrette que l'exécution ne soit pas possible. Il est important que le mot "génocide" soit employé, mais ce sont tous les Cambodgiens qui ont été victimes de ce crime»*, rappelle Sen Usman, représentant des Chams sur la presqu'île de Chroy Changvar, une longue et large langue de terre entourée par le Mékong et le Tonlé Sap. Un gros millier de Khmers musulmans vivent là dans un quartier sorti de terre ces vingt dernières années. Smartphone à la main, cinq longs poils en guise de barbiçette, ce quinquagénaire affable et élégant veut que le 7 janvier reste une *«date mémorielle et que le tribunal continue de juger d'autres criminels»*. Rien n'est moins sûr. Tout laisse à penser que les CETC n'iront pas au-delà de la condamnation de Nuon Chea, Khieu Samphan et de «Douch», le directeur du centre de torture S-21. *«Le gouvernement, qui compte d'anciens Khmers rouges, ne veut pas de nouveaux procès, assure un ancien employé du tribunal. Ça n'a pourtant pas de sens que l'on s'arrête à ces trois condamnés seulement. Que l'on juge au moins les chefs des zones géographiques responsables de milliers de morts.»*

JEUNESSE DIPLÔMÉE

Un autre passé vient d'être mis en avant par la propagande. Le 29 décembre, devant un million de personnes et sans lésiner sur les moyens, le patriarche Hun Sen a inauguré le Win-Win Memorial: un obélisque de 54 mètres de haut pour célébrer la démobilisation des derniers Khmers rouges il y a juste vingt ans et défendre leur intégration dans la société. Et pour mieux s'ériger en protecteur de l'unité nationale retrouvée. Coût: 10 millions d'euros pour un monument qui emprunte beaucoup à la geste communiste et si peu aux ornements végétaux du temple Angkor Vat. Plus mégalo que jamais, Hun Sen a fait sculpter sur la stèle des bas-reliefs sur les grands moments de sa carrière. Lui qui est déjà présent sur des millions de pancartes électorales du Parti du peuple cambodgien qui constellent tout le territoire. Premier ministre depuis 1985, il s'est enkysté au pouvoir, en trafiquant les urnes et les listes. Au fil des ans, il est devenu l'incarnation d'un système autoritaire et népotique, miné par la corruption et la censure. *«Il a tué la démocratie en faisant fermer les journaux, en arrêtant les opposants, note Serey Soun. Puis, il y a un an, il a fait dissoudre le Parti du sauvetage national du Cambodge [une coalition d'opposition, ndlr] de Kem Sokha et Sam Rainsy. Au fond, il est resté un Khmer rouge. On est foutus, il a placé ses enfants et sa famille partout et ses amis font pareil.»*



En quelques années, Koh Pich est devenu le QG de la jeunesse de Phnom Penh. PHOTO MORGAN FACHE. ITEM

Sans réelle opposition, l'Assemblée nationale est quasiment devenue une chambre d'enregistrement. Est-ce un symbole? Depuis les grands boulevards, le bâtiment reste dans l'ombre des tours et des barres de Nagaworld, des casinos clignotants et des hôtels clinquants tenus par des Chinois.

Sen Usman, le leader des Chams voit, lui, Hun Sen en *«homme de paix, en symbole d'unité qui a démolit le système des Khmers rouges en 1998»*. Il a tenu à raconter à ses trois enfants l'enfer khmer rouge dans la province de Kandal, le travail forcé et le sort de ses grands-parents, sa tante, et sa sœur, tous morts de faim. Il a transmis la *«mémoire de la famille»* à la génération d'après. C'est d'ailleurs son fils qui nous ramène au cœur de Phnom Penh. Au guidon d'un Piaggio blanc flambant neuf, il est chauffeur PassApp, du nom de cette application fûtée qui, à l'aide d'un smartphone, permet de localiser et de commander un tuk-tuk équipé d'un compteur, sans avoir besoin d'un compte en banque. Il nous dépose devant un bar de poche de Bassac Lane, au croisement de trois rues en voie de gentrification, à un jet de pierre du monument de l'Indépendance. Là se mêlent expats boboïsés, jeunesse aisée et derniers habitants pauvres entassés dans des maisonnettes à un étage. Un condensé du Phnom Penh d'aujourd'hui.

On y retrouve Phloeun Prim, 42 ans, globe-trotter et directeur polyglotte de la grande ONG Cambodian Living Arts. Son cheval de bataille: la pédagogie créative et la défense de la culture et de l'identité khmères. Sans le folklore et sans le nationalisme. Il a fui le pays en 1979 pour le Canada, où il a fait des études de gestion internationale. En 1998, il pensait revenir pour une seule année. *«Mais le Cambodge m'a gardé et je me suis retrouvé.»* Comme Vannak Seng, le secrétaire général de

«On assiste à l'émergence d'un Cambodge où la classe dirigeante a choisi les Chinois pour orienter l'investissement et le développement.»

Serge Remy directeur délégué de l'association d'urbanisme Vimana

la capitale, Phloeun Prim fait partie des Cambodgiens revenus avec envie au chevet du pays. Il est de cette jeunesse diplômée, aisée et optimiste qui parie sur un *«Cambodge porté par la vague»*. Dans ses propos, un mot revient en boucle pour qualifier le moment dans son intensité, sinon sa soudaineté: *«Disruption.»* Il prédit un *«bouleversement total du pays. On n'est plus dans le normal, là. Tout va très vite, l'urbanisation massive, le développement du pays, les investissements chinois, etc.»* Ni militant ni courtisan, Phloeun Prim porte au crédit du régime Hun Sen la *«création d'une classe moyenne qui a envie de profiter de la croissance»*. Il cite l'augmentation du salaire minimum (150 euros environ pour une ouvrière du textile). *«Tout le monde est entrepreneur à son niveau. Certes, il y a encore de la pauvreté, mais plus de la misère et du désespoir comme avant.»* Vannak Seng insiste sur la *«grande stabilité du pays»*.

Et pourtant. Cette «disruption» chère à Phloeun Prim est porteuse d'incertitudes sinon de peur. *«Que va apporter ce développement?»* questionne-t-il, sans livrer de réponses toutes faites. Les campagnes du pays,

encore enclavées et mal dotées, continuent de se vider au profit des faubourgs de la capitale ou de la Thaïlande voisine. Mais la grande crainte du moment est d'un autre ordre. Des docteurs aux bonzes, des étudiants aux entrepreneurs, elle s'exprime dans toutes les couches de la société: *«l'invasion chinoise»*. Longtemps, les Cambodgiens ont été méfiants à l'égard des Vietnamiens, restés dans le pays pendant dix ans après le 7 janvier 1979 et accusés d'exploiter les ressources naturelles. Cette fois, ils constatent l'explosion des investissements chinois (4,8 milliards de dollars en 2016 et 7 milliards en projet) dans la construction, l'immobilier, synonyme à leurs yeux de dépossession, d'appauvrissement. *«On assiste à l'émergence d'un Cambodge où la classe dirigeante a choisi les Chinois pour orienter l'investissement et le développement, voire assurer sa sécurité. C'est un assujettissement, une colonisation économique qui s'est mise en place»*, assure Serge Remy, directeur délégué de l'association Vimana en charge de l'urbanisme et de l'architecture, depuis vingt ans au Cambodge.

«FAUSSE PAIX»

C'est la peur du rouleau compresseur chinois, du déclassement et de la casse sociale qui s'exprime. L'écart entre les très riches et les pauvres est criant et croissant dans le royaume. *«Avec l'arrivée des Chinois, j'ai peur de perdre de l'argent, de devoir déménager»*, raconte Keo Ratha devant un café noir et dense comme de l'encre. Il aura 40 ans cette année. Pommettes hautes et chemise étoilée rouge et jaune, cet enfant de la libération doute et survit. Père de quatre enfants, il peine à joindre les deux bouts comme photographe pour cérémonies et touristes. Avec son épouse, ils ne gagnent que 300 dollars



Le retour d'exilés cambodgiens, en 1979. PHOTO ROGER PIC. ADOC PHOTOS

(263 euros) par mois. En 2002, il avait déjà fui la pauvreté et sa province de Prey Veng pour s'installer à Phnom Penh, sur la presqu'île de Chroy Changvar. Il est à l'affût de petits boulots. Sans véritable espoir d'un lendemain chantant. «Dans le sushi bar d'à côté, le patron ne recrute que des employés parlant à la fois le khmer et le vietnamien», se désolait-il. Et les premiers clients chinois ont fait leur apparition, faisant craindre l'arrivée imminente de travailleurs de la même nationalité. Keo Ratha fera-t-il les frais de la mondialisation qui frappe à la porte du resto de quartier? Avant le sushi bar, il y a la grande pagode Wat Chas avec ses belles dorures et ses majestueux banians. C'est là qu'en juillet 2016 des milliers de Cambodgiens ont rendu un dernier hommage à Kem Ley, commentateur politique fauché par deux balles. Quelques jours plus tôt, cet analyste engagé contre la corruption endémique avait chroniqué un rapport de l'ONG Global Witness, selon lequel 21 membres de la famille de Hun Sen avaient des participations dans plus de 100 entreprises du pays. Dans sa toge cuivre orangé, le bonze Doeun Duy rappelle la figure de Kem Ley. Et s'en prend aux «dirigeants qui ne changent pas dans ce pays», au «gouvernement qui ne respecte pas l'Etat de droit, qui laisse piller les ressources naturelles». Il reconnaît qu'«économiquement, le pays va mieux. Mais c'est normal, c'est le travail du gouvernement, non?» Quarante après le 7 janvier 1979, il fustige la «fausse paix» qui règne dans le pays. «Les Cambodgiens sont-ils libérés?» Il voit encore «beaucoup de pauvreté et d'inégalité» dans les rues.

On prend congé. La nuit tombe sur le Mékong. Diamond Island s'illumine comme un miroir aux alouettes. On s'échappe par la nationale 1. ♦

L'idéologie et la paranoïa au cœur du génocide khmer rouge

De 1975 à 1979, le régime mis en place par les communistes a annihilé le quart des habitants du Cambodge, mêlant tortures et exécutions de masse.

L'année zéro a commencé le 17 avril 1975 au Cambodge. Ce jour-là, des milliers d'hommes en noir déferlent sur Phnom Penh et rassemblent la population, vident la capitale et gagnent les campagnes. Il n'y a plus que deux catégories: l'ancien peuple ou le monde paysan passé en partie sous le contrôle du Parti communiste du Kampuchéa (PCK), et le nouveau peuple des villes qui doit être rééduqué car contaminé par «l'esprit et l'impérialisme bourgeois». La propriété, l'argent, les livres, les lunettes, les chaussures, les images même... tout ce qui évoque la civilisation est banni. Ces hommes en noir s'appellent les Khmers rouges, selon la for-

mule de l'ex-roi Norodom Sihanouk qui les a combattus avant de s'allier à eux et de devenir leur otage. Avant de rejoindre le maquis dans les années 60 pour lutter contre le gouvernement Lon Nol soutenu par les Etats-Unis, ces «révolutionnaires de la forêt» se sont formés en France. Ils se rapprochent du PCF quand le Cambodge est encore un protectorat français. «Influencés par la révolution de Mao en Chine et conscients que la moitié de l'Europe tombait dans l'escarcelle de l'URSS, ils pensent que l'indépendance du pays passe par la violence, rappelle l'historien Henri Locard dans Libération en 2011. Chez eux, l'idée s'impose que le but de leur lutte est si noble qu'elle peut tolérer l'exécution d'êtres humains.» Auprès des communistes vietnamiens et des maoïstes chinois, Saloth Sar (le vrai nom de Pol Pot, frère numéro 1), Ieng Sary, ministre des Affaires étrangères, Khieu Samphan, le chef de l'Etat, et Nuon Chea, l'idéologue, peaufinent leur entreprise ultracriminelle.

Pendant trois ans, huit mois et vingt jours, le Cambodge est un centre d'extermination où périssent au moins 1,7 million de personnes. Le quart de la population du pays. «Dès les premières semaines, on procède à l'élimination physique de la bourgeoisie en tant que telle, les «traîtres» qui, avec leurs familles liquidées, représentaient quelque 500 000 personnes, rappelle l'historien Bernard Bruneteau dans l'ouvrage collectif *Cambodge, le génocide effacé*. Parallèlement, on met en route l'opération de transformation des catégories contaminées par l'esprit «bourgeois» (les 3 500 000 individus du «peuple nouveau») en les ruralisant sans délai et en bloc.» Une terreur et une violence extrême s'abattent sur la population. L'Angkar, la mystérieuse organisation du PCK en proie à une «monstrueuse paranoïa», contrôle tout. Les enfants sont formés à dénoncer leurs parents. Le pays se couvre de 196 prisons: viols, expérimentations, cannibalisme, rien

n'est épargné aux adultes et aux enfants... Dans la capitale, Phnom Penh, l'ancien lycée Tuol Sleng devient S-21, un centre de torture dirigé par «Douch», un fonctionnaire très obéissant de la machine de mort khmère rouge. «Chaque cadre, chaque unité est comme un sabre et pour savoir si le sabre est tranchant, il faut l'utiliser», a confié ce petit homme sec à la caméra de Rithy Panh (*Duch, le maître des forges de l'enfer*). «Une langue de tuerie», se diffuse: «A te garder, aucun profit; à te supprimer, aucune perte.» Un mot résume tout: «Kamtech.» «C'est détruire, puis effacer toute trace. Qu'il ne reste rien de la vie et rien de la mort», rappelaient Rithy Panh et Christophe Bataille dans *l'Élimination*. Quarante ans plus tard, seuls trois responsables ont été jugés. Pol Pot, Ieng Sary, le «boucher» Ta Mok, le chef de la police secrète Son Sen sont morts de maladie ou purgés par l'Angkar. Sans avoir eu à répondre de leurs actes.

A.Va.



LIBÉ.FR

Pourquoi faut-il s'intéresser à la Coupe d'Asie?

La 17^e édition de la Coupe d'Asie de football a débuté samedi. Les plus grands joueurs de la planète ne sont pas présents aux Emirats arabes unis, le pays hôte du tournoi, mais nous vous donnons quelques raisons d'avoir quand même un œil sur cette compétition. PHOTO AFP



Le leader national de Vox, Santiago Abascal, le soir des législatives à Séville, en Andalousie, le 2 décembre. PHOTO RAFA ALCAIDE. EFE. SIPA

Andalousie: l'extrême droite exige une alliance aux frais des femmes

En échange d'une entente avec le Parti populaire et Ciudadanos, qui permettrait aux conservateurs de prendre le pouvoir dans la région, la formation Vox réclame le retrait de mesures contre les violences sexistes.

Par **FRANÇOIS MUSSEAU**
Correspondant à Madrid

Enivré par son score inespéré aux législatives andalouses de décembre (396 000 voix, soit 11% des suffrages), la formation d'extrême droite Vox

exerce un chantage sur les deux autres formations de droite, l'historique Parti populaire et le nouveau venu libéral, Ciudadanos: pas question de compter sur notre soutien si vous n'acceptez pas de modifier la législation sur les violences faites aux femmes. Le mouvement radical emmené par l'ultranationaliste Santiago Abascal – en outre ouvertement xénophobe et antiféministe – veut revenir sur la jurisprudence favorable aux femmes en vigueur depuis une quinzaine d'années. Si le Parti populaire et Ciudadanos n'accèdent pas à ses injonctions, Vox est prêt à rompre l'entente embryonnaire qui se dessine en Andalousie, la région la plus peuplée d'Es-

L'HISTOIRE DU JOUR

pagne. Or, les douze sièges qu'il a remportés sont indispensables à une coalition majoritaire de droite dont la vocation est d'en finir avec trente-six ans d'hégémonie socialiste. Pour la première fois depuis la fin de la dictature franquiste, une formation d'extrême droite obtient une représentation dans un Parlement espagnol – outre les Cortes, la Chambre basse nationale à Madrid, chacune des 17 régions dispose d'un hémicycle propre, une des prérogatives faisant de l'Espagne un des pays les plus décentralisés d'Europe. Se sachant désormais important (les sondages prédisent une ascension spectaculaire de l'extrême droite aux pro-

chaines élections municipales, régionales et européennes de mai), Vox a osé briser l'un des rares consensus nationaux en matière sociétale depuis des décennies: la discrimination positive en faveur des femmes (notamment dans les grandes entreprises et les administrations) et l'existence de mesures de protection contre les hommes violents.

«Dictature». «Il faut en finir avec le politiquement correct dans ce domaine», a martelé Francisco Serrano, le leader de Vox en Andalousie. Pour cet ancien juge réputé pour ses verdicts contre ce qu'il appelle, pêle-mêle, «le féminisme radical», «la dictature des femelles», ou le «jihadisme de genre», il ne convient pas

de réserver une attention particulière aux femmes dans un foyer: «Il faut en finir avec cette obsession du genre: dans une famille, tous peuvent être victimes d'agressions et de violences, enfants, vieillards, hommes aussi.» Le leader national de Vox, Santiago Abascal, estime que les hommes battus sont légion et que de nombreuses plaintes de femmes pour mauvais traitements sont fausses. Ce n'est pourtant pas ce que disent les chiffres. D'après l'Institut national de la statistique (INE), sur plus d'un million de plaintes depuis 2008, seules 79 n'avaient pas de fondement, soit moins de 0,01%. D'autre part, dans un pays très sensibilisé aux assassinats de femmes par leurs conjoints (47 en 2018),

quelque 29 000 femmes bénéficiaient en 2017 d'une protection, contre 4 313 hommes, dont beaucoup sont menacés par d'autres parents masculins.

«Zizanie». Depuis 2004, sous le règne du socialiste José Luis Zapatero, la législation espagnole consacre une discrimination positive en faveur des femmes dans les grandes entreprises et les administrations. Une situation qui, jusqu'alors, faisait consensus parmi les forces politiques. «Vox mélange tout à dessein, pour semer la zizanie et caresser un certain électorat dans le sens du poil», souligne la journaliste Berna González Harbour. La législation protège toute personne ayant été agressée, dans la famille surtout, quel que soit son sexe. Simple-ment, constatant que la femme est en situation spécialement fragile, le législateur a mis en place des mesures de protection renforcées pour elle.»

Face à ce chantage, le leader de Ciudadanos Albert Rivera refuse de transiger: «Lutter contre les violences faites aux femmes est pour nous une obligation.» Son alter ego du Parti populaire, Pablo Casado, se montre moins intransigent, en affirmant qu'«un quart des victimes de la violence, souvent invisibles, sont des hommes». En attendant, les propos de Vox bouleversent le panorama national, et rencontrent une oreille attentive auprès de nombreux Espagnols qui maudissent la dérive sécessionniste en Catalogne, souhaitent une recentralisation du pays et chérissent des mesures xénophobes: fermeture de mosquées prosélytes, fin de l'espace Schengen, suppression du Tribunal constitutionnel et d'«organismes féministes subventionnés», etc. «La plupart des mesures défendues par Vox sont anti-constitutionnelles», s'indigne la juriste Argelia Queralt Jiménez. D'après l'institut de sondage Sigma Dos, en cas d'élections générales, les trois formations de droite emporteraient haut la main le scrutin. A la condition qu'elles s'allient entre elles. Manuel Valls, candidat à la mairie de Barcelone en mai et proche de Ciudadanos, a appelé à un cordon sanitaire contre l'extrême droite. ♦



LIBÉ.FR

Qu'est-ce que l'AGDQ 2019, l'hypnotisant «téléthon» du jeu vidéo ? Durant une semaine, dans le cadre de l'Awesome Games Done Quick, marathon vidéoludique sis à Rockville (Maryland), une cohorte de joueurs aguerris vont massacrer leurs titres favoris et récolteront plus de 2 millions de dollars (1,75 million d'euros) de dons pour l'association Prevent Cancer Foundation. Cette messe bisannuelle du «speedrunning» (concours de vitesse sur un jeu vidéo, exploitant failles et bugs) est à suivre sur son site et sur la plateforme de streaming Twitch. PHOTO DR



Terrorisme Le cerveau de l'attaque contre le navire de guerre «USS Cole» tué

Donald Trump a confirmé dimanche que Jamal al-Badaoui, considéré comme le cerveau de l'attentat d'octobre 2000 contre le navire de guerre USS Cole, avait été tué par l'armée américaine. «Notre formidable armée a rendu justice aux héros tués [au nombre de 17, ndlr] et blessés dans la lâche attaque contre l'USS Cole, a tweeté le président américain. Nous venons de tuer le leader de cette attaque, Jamal al-Badaoui. Nous n'arrêterons jamais notre combat contre le terrorisme islamique radical!» PHOTO AP

La Corée du Nord aussi a son antivirus

S'il est un pays dont il est difficile de connaître les capacités «cyber», c'est bien la Corée du Nord. Mais depuis le piratage de Sony Pictures en décembre 2014, la liste des faits d'armes attribués aux troupes d'offensive numérique de Pyongyang n'a cessé de s'allonger –incluant notamment WannaCry, le «rançongiciel» qui s'est répandu comme une traînée de poudre en mai 2017...

Au Chaos Communication Congress, le grand rassemblement annuel des hackers d'Europe, la semaine dernière à Leipzig (Allemagne), les participants ont pu s'intéresser à son antivirus national, SiliVaccine, développé depuis une quinzaine d'années. Mark Lechtik, chercheur pour l'entreprise Check Point, venait présenter une étude dont il ressort que les concepteurs de l'outil se sont tout simple-

ment... servis chez la concurrence : pour détecter les programmes malveillants, SiliVaccine embarque un moteur d'analyse et un fichier de «signatures» de virus pêchés chez l'un des leaders du marché, l'éditeur japonais Trend Micro.

Quant à savoir comment la Corée du Nord a pu entrer en possession des composants de Trend Micro, mystère. Contactée par Check Point, l'entreprise a souligné que ceux-ci, qui datent de 2008, ont été «largement incorporé[s] dans des produits de sécurité tiers» – et qu'en tout état de cause, leur usage par Pyongyang est «entièrement illégal». Les chercheurs ont par ailleurs noté que SiliVaccine est programmé pour ignorer l'une des «signatures» détectées par le logiciel japonais, mais n'ont pas pu déterminer ce qui peut ainsi passer à travers les mailles du filet sans que les utilisateurs s'en ren-

dent compte. De quoi, tout de même, s'interroger sur les finalités du produit.

Cerise sur le gâteau : la copie de SiliVaccine auscultée par Check Point avait initialement été transmise à un journaliste britannique spécialiste des technologies nord-coréennes, Martyn Williams, par un mystérieux correspondant se présentant comme un ingénieur japonais.

Or, dans l'archive proposée, se trouvaient non seulement l'antivirus, mais aussi un prétendu correctif de sécurité, qui s'est révélé être le logiciel malveillant Jaku. Ce dernier a jusqu'ici surtout servi à infecter des cibles en Corée du Sud et au Japon – des membres d'ONG, des sociétés d'ingénierie, des universitaires, des scientifiques et des fonctionnaires – et a été attribué aux pirates d'Etat nord-coréens.

AMAELE GUITON

Envoyée spéciale à Leipzig



GRÈCE

Trois personnes sont mortes en Grèce en raison d'une vague de froid exceptionnelle. Une voiture transportant deux hommes et une femme a été emportée vendredi par une inondation près d'Athènes. La femme a été retrouvée morte de froid samedi dans son véhicule et les corps des deux hommes ont été découverts dimanche. La Grèce fait face à une vague de froid prolongée, avec des températures descendant jusqu'à -18°C. Les services de secours ont reçu de nombreux appels de personnes bloquées dans leur voiture ou chez elles. Samedi, les pompiers avaient réussi à récupérer un couple de randonneurs français pris au piège dans une forêt de l'île de Lesbos.



AFGHANISTAN

Au moins trente personnes ont été tuées et sept blessées dimanche dans l'effondrement d'une mine d'or dans le nord de l'Afghanistan. Selon des sources officielles, les victimes étaient des villageois qui cherchaient de l'or clandestinement. «L'hiver, des habitants déshérités tentent de compenser leur manque de revenus en creusant des tunnels pour accéder aux mines», a déclaré le porte-parole du gouvernement de la province du Badakhshan, Nek Mohammad Nazari. Selon la police, la cause de l'effondrement du tunnel serait un glissement de terrain dû à d'importantes chutes de neige. Environ 50 mineurs clandestins étaient sur les lieux au moment de l'accident.

Abdication surprise en Malaisie

Pendant que la France tirait les rois en ce dimanche d'Épiphanie, la Malaisie a perdu le sien. Le palais a annoncé l'abdication de Muhammad V, trois ans avant la fin de son règne et après des semaines de spéculations. Une première depuis l'indépendance, en 1957. Le sultan de Kelatan avait été élu roi de Malaisie en décembre 2016, selon la Constitution qui veut que chacun des neuf sultans régionaux soit souverain à tour de rôle pour cinq ans.

Le 22 novembre, Muhammad Faris Petra, 49 ans, avait fait les choux gras de la presse people russe en s'affichant au bras d'une ex-Miss russe, Oksana Voevodina, âgée de 25 ans, lors d'une fête luxueuse à Moscou, présentée comme leur mariage. Pour autant, la réalité de l'union n'a jamais été confirmée, ni par l'intéressé ni par le palais royal.



Le roi Muhammad V le 17 juillet. PHOTO YAM G-JUN, AP

La révélation de la relation entre le monarque et la pin-up, fin novembre, avait sérieusement entamé la crédibilité de celui qui est aussi le leader spirituel de ce pays à majorité musulmane. Alors qu'Oksana Voevodina apparaissait dès le mois d'avril en hijab – la conversion est obligatoire pour épouser un musulman malaisien – au côté de son compagnon, des sites

britanniques et russes se sont fait un malin plaisir d'exhumer des photos d'elle en tenue provocante ou des vidéos la montrant en pleins ébats aquatiques lors de sa participation à une émission de télé-réalité russe.

Depuis, le roi s'était absenté, officiellement, pour «traitement médical», et le sultan de Perak assurait l'intérim. Bien qu'il soit difficile de critiquer

la monarchie dans la presse malaisienne, des rumeurs très insistantes situaient Muhammad V en cure de désintoxication à cause d'une addiction à la cocaïne.

«Pour autant, la stabilité de la monarchie malaisienne n'est pas en péril. Contrairement au Royaume-Uni, dans cette monarchie rotative, le symbole du pouvoir n'est pas dans la personne, mais dans la fonction», explique la politologue Sophie Lemièr.

Cette démission est néanmoins scrutée de près car le nouveau roi pourra nommer, sur suggestion du Parlement, le successeur de l'actuel Premier ministre, Mahathir Mohamad, un nonagénaire farouchement laïque et anti-royaliste qui avait notamment supprimé l'immunité de la famille royale. Le nom du prochain monarque devrait rapidement être révélé par le Conseil royal. **L.D.**

RETROUVEZ

DESINTOX
DANS 28 MINUTES
PRESENTE PAR ELISABETH QUIN
DU LUNDI AU JEUDI A 20H05 SUR arte





Samedi, à Toulouse, lors de l'«acte VIII» des gilets jaunes. PHOTO ULRICH LEBEUF. MYOP

GILETS JAUNES La colère remonte, l'Elysée mise tout sur le débat

Avec un regain de mobilisation samedi et une intrusion dans un ministère, le mouvement reste incontournable. Pour l'exécutif, le «grand débat national», source possible de division parmi les protestataires, reste la seule issue possible au conflit.

Par **LILIAN ALEMAGNA**
et **ALAIN AUFRAY**

Pour l'instant, rien n'y fait. L'exécutif a eu beau remballer début décembre les futures hausses de taxes sur les carburants, faire voter à la hâte fin 2018 un projet de loi «portant mesures d'urgence économiques et sociales» et promis un «grand débat national» en 2019, les gilets jaunes ne désarment pas. Si le gouvernement comptait sur les fêtes de fin d'année pour estomper les mobilisations, il s'est trompé... Samedi, pour leur «acte VIII», ils étaient 50 000 dans toute la France selon les chiffres de la police. C'est près de 20 000 personnes de plus qu'une semaine plus tôt. A Bordeaux, avec 4 600 personnes présentes, le nombre de manifestants a doublé. Par ailleurs, dimanche, des centaines de femmes en gilet jaune ont défilé pacifiquement dans plusieurs villes.

En revanche, samedi, de nouvelles scènes d'affrontements entre gilets jaunes et forces de l'ordre ont rythmé, à Paris, une journée marquée par l'intrusion de manifestants dans un ministère. A l'aide d'un engin de chantier qui a servi à défoncer la porte d'entrée, quelques-uns se sont faufilés dans la cour du bâtiment où travaillent le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, et le secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau. Du jamais vu dans une enceinte républicaine depuis le saccage, en 1999,

ANALYSE

A Paris, un boxeur dans le viseur

Lors de la manifestation parisienne, un homme identifié comme étant un ancien champion de boxe a frappé au moins deux gendarmes.

Les deux séquences sont d'une rare violence. Lors de «l'acte VIII» du mouvement des gilets jaunes, samedi à Paris, plusieurs gendarmes mobiles ont été frappés par un même homme, caban noir et bonnet sur la tête. Sur ces deux séquences distinctes, relayées sur les réseaux sociaux, ce dernier porte plusieurs coups de poings et de pieds à au moins deux agents sur la passerelle Léopold-Sedar-Senghor, toute proche de l'Assemblée nationale. L'homme, au visage découvert et à l'imposante stature, se détache des autres manifestants par la puissance de ses coups. «La préfecture de police a saisi le procureur de la République de Paris», a fait savoir le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, et il prévient l'auteur des violences, «qu'il devra rendre compte de cette attaque aussi lâche qu'intolérable». Le ministre gratifie

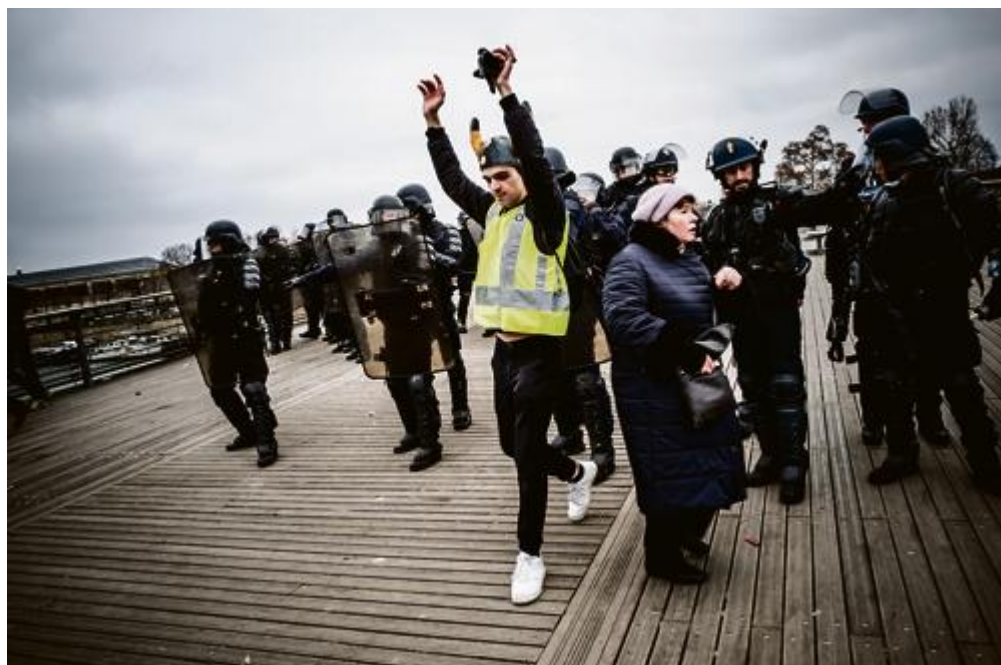
par ailleurs les gendarmes pour «leur sang-froid exemplaire». Les enquêteurs orientent leurs recherches vers un ancien boxeur professionnel identifié comme Christophe D. Si l'homme est simplement vêtu de noir sur les images, le compte Facebook de cet ancien champion de France révèle son intérêt pour les gilets jaunes. Dans une première séquence, il frappe à terre de plusieurs coups de pieds et de poings un gendarme qui a perdu l'équilibre. La scène est confuse, des gaz lacrymogènes tirés au même moment ne permettent pas de voir l'issue. Selon nos informations, ce gendarme de 27 ans a porté plainte ce dimanche. Son incapacité totale de travail a été fixée à 15 jours. A quelques mètres de là, lors d'une seconde scène toute aussi violente, l'homme frappe un autre gendarme. Avec un jeu de jambes vif, il parvient à atteindre le visage de l'agent à plusieurs reprises. Son casque et son bouclier atténuent la force des coups. Les quatre gendarmes doivent alors reculer pour s'extraire de l'attroupement. Selon nos informations, cet autre gendarme âgé de 26 ans a également porté plainte. Son incapacité totale de tra-

vail a été fixée à deux jours. De nouvelles images publiées par Libération dimanche soir permettent de saisir les instants qui précèdent la scène. Les quatre gendarmes mobiles bloquent l'un des accès de la passerelle alors qu'une ligne plus conséquente de forces de l'ordre est présente plus en amont. Face aux agents isolés, la foule tente de forcer l'accès. Un premier manifestant, gilet jaune noué autour d'un bras, saisit le spray lacrymogène d'un des gendarmes. Ce qui lance les hostilités. L'agent pris à partie parvient à se dégager, faisant usage du gaz pour repousser ses assaillants. C'est à ce moment-là qu'entre en scène l'homme identifié par les autorités comme Christophe D.

ISMAËL HALISSAT



Pendant qu'à Paris un boxeur s'en prenait à des agents, comme le montrent les images révélées par Libération, à Toulon l'officier de police Didier Andrieux, tout juste décoré de la Légion d'honneur, a violemment frappé plusieurs personnes lors d'une manifestation.



Sur la passerelle Léopold-Sédar-Senghor, samedi à Paris. PHOTO DENIS ALLARD



Place de la Bourse à Bordeaux, samedi. PHOTO THIBAUD MORITZ

du bureau de l'écologiste Dominique Voynet, alors ministre de l'Environnement de Lionel Jospin. «Une fois encore, une extrême violence est venue attaquer la République – ses gardiens, ses représentants, ses symboles. Ceux qui commettent ces actes oublient le cœur de notre pacte civique, a tweeté Emmanuel Macron. Justice sera faite. Chacun doit se ressaisir pour faire advenir le débat et le dialogue.»

DEUX CAMPS

Dans le sillage du chef de l'Etat, les dirigeants de la majorité semblent n'avoir qu'une seule solution : «le grand débat national» annoncé le 10 décembre par le Président dans son allocution solennelle depuis l'Elysée. Sans doute déçus par le rebond inattendu ce week-end d'une mobilisation qu'ils croyaient en déclin, ils ont multiplié les déclarations pour appeler les Français à participer à cette vaste consultation. A l'évidence, l'exécutif fonde de très grands espoirs sur cette initiative censée faire baisser la tension et ouvrir la voie à une solution pacifique. Installer le débat serait, du point de vue du gouvernement, le meilleur moyen de distinguer clairement deux camps parmi les gilets jaunes : d'un côté celui de manifestants qui seraient légitimement révoltés par les injustices, de l'autre celui des «factieux» qui voudraient remettre en cause, dans la rue, le résultat des élections présidentielle et législatives du printemps 2017. Le mouvement est «devenu le fait d'agitateurs qui veu-

lent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement. [...] On fait très clairement la distinction entre ceux qui manifestent de façon légale et eux qui se sont engouffrés dans la brèche des désordres», a notamment expliqué dimanche sur RTL le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer. Reste à savoir dans la pratique de quoi il sera débattu partout en France dans les mairies, les locaux associatifs mais aussi sur Internet, grâce à la plateforme numérique dédiée qui doit ouvrir le 15 janvier sur le site de la Commission nationale du débat public (CNDP). Il faudra aussi répondre à deux questions, plus épineuses encore : comment sera réalisée la synthèse et la restitution des innombrables doléances recueillies d'ici au 15 mars, date de clôture prévue de ce grand débat ? Et qu'en fera le gouvernement ? Quelques réponses devraient être apportées par la «lettre aux Français» annoncée par Emmanuel Macron dans ses vœux du 31 décembre. Diffusée mi-janvier dans la presse et les réseaux sociaux, ce texte devrait, selon l'Elysée, «cadrer les thèmes du débat». Le chef de l'Etat devra être convaincant : selon un sondage Harris Interactive du 2 janvier, près d'un Français sur deux pense que le gouvernement ne tiendra «pas du tout» compte des avis exprimés. A l'extrême droite comme chez les partisans de Jean-Luc Mélenchon, on crie à l'enfumage. Pour l'eurodéputé du Rassemblement national Nicolas Bay, il ne peut «rien résulter» de

cet «entre-soi entre notables dont les Français vont être tenus à l'écart». «Vous ferez croire à qui que ce grand débat va donner autre chose que du blabla et des comptes rendus arrangés ?» avait ironisé dès décembre le chef de file de La France insoumise.

LETTRE DE CADRAGE

De Benoît Hamon à Laurent Wauquiez, on prend soin, au contraire, de ne pas fermer la porte. Sans aucune illusion : le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a rappelé samedi qu'il était du «devoir de l'opposition» que «d'exiger un débat qui ne soit pas un grand "blabla décentralisé" dont la seule vocation serait de gagner du temps». «Certains souhaitent ce débat en toute bonne foi, d'autres entretiennent la contestation sans autre but que de fragiliser nos institutions», soulignait dimanche dans le Parisien le ministre des Collectivités territoriales, Sébastien Lecornu, spécialement chargé de préparer une tournée du chef de l'Etat auprès des maires dans les régions de France. A l'initiative de l'Association des maires ruraux de France, plus de 3 000 communes ont déjà recueilli les requêtes de leurs administrés. Une première synthèse doit être réalisée la semaine prochaine. Censé resserrer «le lien républicain» entre le Président et les territoires, le périple de Macron doit démarrer mi-janvier. Il est annoncé le 15 dans l'Eure, département de Lecornu, et le 18 dans le Lot. En attendant la lettre de cadrage du chef de

l'Etat, le gouvernement a identifié quatre grands thèmes de discussion («transition écologique», «fiscalité», «démocratie et citoyenneté», «réforme de l'Etat»). «Chacun sera libre de débattre du thème qui lui tient à cœur. Et nous rendrons compte de tout», a néanmoins prévenu l'ex-ministre Chantal Jouanno, présidente de la CNDP, qui ne compte pas limiter la discussion à ces quatre items. Dimanche, plusieurs ministres ont souligné qu'il n'était pas question de «refaire» 2017. Il faudra donc, explique Lecornu, distinguer «les invariants» fixés par le «mandat clair» donné à la majorité des questions sur lesquelles le débat n'est «pas fermé» comme par exemple le rythme et les modalités de la transition écologique. «Pas question de détricoter ce qui a été voulu par les Français», a insisté le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire dimanche sur Europe1. Selon lui, il serait en revanche légitime, au nom de la justice, de «refuser que la croissance repose sur toujours plus d'inégalités». De son côté, Jean-Michel Blanquer a exhorté ceux qui veulent «sincèrement faire avancer la France» à se «saisir de ce grand débat», estimant «intéressant» de soumettre à référendum les questions touchant à la vie démocratique comme le vote blanc, la proportionnelle ou la réduction du nombre de parlementaires. Plusieurs responsables de la majorité espèrent d'ailleurs qu'Emmanuel Macron s'y engagera dans sa «lettre aux Français». ◆



Devant le siège de la Provence à Marseille, samedi.

A Marseille, rififi dans l'ombre de Bernard Tapie

Samedi, des gilets jaunes ont manifesté devant le quotidien «la Provence» contre une réunion d'autres gilets jaunes venus de la France entière à l'invitation du propriétaire du journal.

«**O**n est un mouvement apolitique! Ce qu'il se passe à l'intérieur, c'est tout ce dont on ne veut pas», s'énervait Katia, trentenaire venue de La Ciotat qui crie à «l'imposture» et à «la récupération». Samedi après-midi, ils étaient plus d'une centaine de gilets jaunes à s'être rassemblés devant les locaux de la Provence à Marseille pour protester contre la réunion d'une soixantaine d'autres gilets jaunes venus de la France entière qui se tenait dans un local proche du quotidien régional, à l'invitation de l'actionnaire principal, Bernard Tapie.

«**Vendus**». Les contestataires craignent de voir naître une liste pour les européennes sans l'aval du «peuple». Mais c'est finalement la création d'une coordination nationale appelée «Gilets jaunes, le mouvement» qui est annoncée après six heures de réunion. Le Dieppois Hayk Shahinyan, l'un des porte-parole «autoproclamés», annonce officiellement la mise en place d'un mouvement citoyen dont «l'objectif est la coordination d'actions sur le territoire et de travailler à la création d'un vrai programme de société à travers l'ensemble des revendications». Un mouvement qui se veut «horizontal» et «innovant», mettant le citoyen «au cœur des déci-

sions, des actions et des projets». Il précise que dans les semaines à venir, des noms d'associations prêtes à rejoindre le mouvement seront annoncés «afin de construire ensemble la France de demain». Il tient à souligner que pendant cette journée, aucune liste pour les élections européennes n'a été constituée. Mais d'autres réunions sont à suivre, sans date précise à ce jour. Quant à Bernard Tapie, il offre aux gilets jaunes de la région une tribune libre dans son journal deux fois par semaine, pendant un mois.

Une journée qui est loin d'avoir fait consensus, ponctuée de huées et d'insultes de gilets jaunes à gilets jaunes. Dans l'après-midi, Hayk Shahinyan, qui avait tenté un bain de foule pour discuter avec les contestataires extérieurs, a finalement dû être exfiltré par les CRS avec deux de ses camarades. Les manifestants redoutent la récupération par des gilets jaunes stars des plateaux télé. «Ce sont des vendus, des gens qui se disent gilets jaunes, mais finalement ils s'en foutent du peuple, ils veulent seulement monter en grade», s'énervait Antoinette Colonna, retraitée. «Ils se sont auto-investis, mais nous, on ne veut pas qu'ils nous représentent!» s'insurge Marc, 43 ans, qui s'inquiète notamment du volontarisme du forgeron vaclusien Christophe Chalençon, très présent dans les médias en décembre, et à qui d'anciens posts Facebook homophobes et islamophobes ainsi qu'un appel au général de Villiers ont valu le surnom de «gilet brun» par le Canard enchaîné. Le mensuel provençal indépendant le Ravi lui consacre ce mois-ci un portrait peu flatteur, lais-

sant entrevoir «une girouette politique» séduite par les étiquettes FN, LR et même En marche.

«**Atterrés**». Samedi, la grogne venait aussi des journalistes de la Provence, informés de la venue des gilets jaunes deux jours avant, à la lecture du journal. Les syndicats SNJ et CFDT ont réagi vivement. «On est atterrés! se désole Sophie Manelli, déléguée syndicale SNJ. Nous n'étions pas d'accord que notre journal serve de base logistique à un mouvement politique. Qu'est-ce que l'on aurait dit si on avait accueilli la Manif pour tous? Quelle image donne-t-on de notre métier et de notre titre?»

Si Bernard Tapie, après avoir fourni table, chaises et service d'ordre, avait précisé qu'il ne s'immiscerait pas dans cette journée, le PDG de la Provence, Jean-Christophe Serfati, ainsi que le directeur éditorial Franz-Olivier Giesbert étaient quant à eux bien présents. Le PDG servant même d'intermédiaire dans l'après-midi pour proposer à quelques contestataires de participer à la réunion. Ce dernier a également affirmé que les journalistes du titre avaient été consultés et ne s'étaient pas opposés à la venue des gilets jaunes. «On a prêté un hangar, où est le problème? La ligne éditoriale n'a pas changé à ma connaissance», justifie Frantz-Olivier Giesbert. Quant à leur implication durant la journée, il ironise: «Eh bien on est là pour ouvrir et fermer les portes!»

SAMANTHA ROUCHARD
(à Marseille)

Photo **PATRICK GHERDOUSSI**

Les syndicats veulent leur part du «grand débat»

Hors-jeu depuis le début de la mobilisation, les centrales réclament une plus grande considération de la part de l'exécutif pour sortir de la crise.

Leurs solutions pour trouver une sortie à la crise sociale des gilets jaunes divergent. Mais les syndicats s'accordent sur deux points. D'abord leur crainte de disparaître, effacés par un mouvement spontané qui les dépasse. Et leur croyance rabâchée qu'ils sont, au moins en partie, la clé pour sortir de l'impasse. «J'en appelle à ce qu'on écoute les syndicats, nous sommes représentatifs», suppliait presque le secrétaire général de FO, Yves Veyrier, sur RTL la semaine dernière. Pour lui, le salut doit passer par plus de dialogue social. Même discours de Laurent Berger, le numéro 1 de la CFDT, dimanche sur France Inter. Tout en dénonçant les «violences intolérables» de l'acte VIII des gilets jaunes, le cédétiste s'en est pris au gouvernement qui, parce qu'il n'a eu de cesse selon lui de faire la sourde oreille aux appels des syndicats, «porte une lourde responsabilité» et doit «réparer cela».

«**Nerf**». Las, celui qui plaide depuis plusieurs semaines pour une «conférence du pouvoir de vivre» a quelques raisons de douter: depuis leur rencontre à l'Élysée le 10 décembre, il n'a pas été contacté par le président de la République. «C'est bien là le problème: si ce gouvernement considère qu'il aura la réponse tout seul, il se met le doigt dans l'œil», s'est-il agacé. Et d'ajouter: «Le grand débat [annoncé par Macron en décembre], c'est très bien [...] mais à condition qu'il soit totalement ouvert et transparent» et qu'il «s'accompagne d'une discussion avec les organisations syndicales et patronales et les élus locaux». «Nerf de la guerre» selon Berger, la réforme de

la fiscalité, avec une taxation plus importante des hauts revenus, est le premier sujet à mettre sur la table. Tout comme celui de la conditionnalité des aides aux entreprises liées à leurs engagements en matière d'emploi et d'investissement.

Grève. Plus encline à tendre la main aux gilets jaunes, la CGT entend elle aussi peser dans la période. «La mobilisation aux ronds-points, c'est bien, dans les entreprises, c'est mieux», a déclaré son secrétaire général, Philippe Martinez, dans une interview aux journaux régionaux du groupe Ebra. Pour Fabrice Angéi, secrétaire confédéral de la CGT, la sortie de cette «crise sociale et démocratique» doit passer par des annonces fortes et immédiates du Président en faveur d'un «impôt juste» et du pouvoir d'achat. Or, en lançant un «grand débat national» tout en expliquant d'avance qu'il ne bougera pas sur certains points clivants comme l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), le gouvernement ne va, selon lui, rien solutionner. Pour Angéi, le rétablissement de l'ISF est un préalable. Tout comme la suppression du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), couplée à la mise en place d'aides différenciées pour les PME.

Quant à la question du pouvoir d'achat, «elle ne peut se régler par une prime, mais par une véritable hausse des salaires et des minimas sociaux. Le gouvernement doit accorder un coup de pouce au smic, qu'il a jusqu'alors refusé, et revenir sur le gel du point d'indice des fonctionnaires». Pas question, donc, pour la CGT de participer, en l'état, à la concertation lancée par l'exécutif. D'autant plus que pour le cégétiste, des risques d'instrumentalisation existent. A la place, le syndicat entend faire vivre le débat dans les entreprises en appelant à la «lutte généralisée». C'est-à-dire à la grève. «Il n'y a pas d'alternative», explique Angéi. Face au blocage du gouvernement, il faut un acte fort.»

AMANDINE CAILHOL



#MONGRANDBO



**ENVIE DE VIVRE L'EXPÉRIENCE ?
RÉSERVEZ VOTRE SÉJOUR !**

04.50.02.78.06 / www.legrandbornand.com



**LES MEILLEURES
OFFRES**



**DES SÉJOURS
SUR MESURE**



**UNE ÉQUIPE
D'EXPERTS**

**LE GRAND
BORNAND**



Par
BERNADETTE SAUVAGET

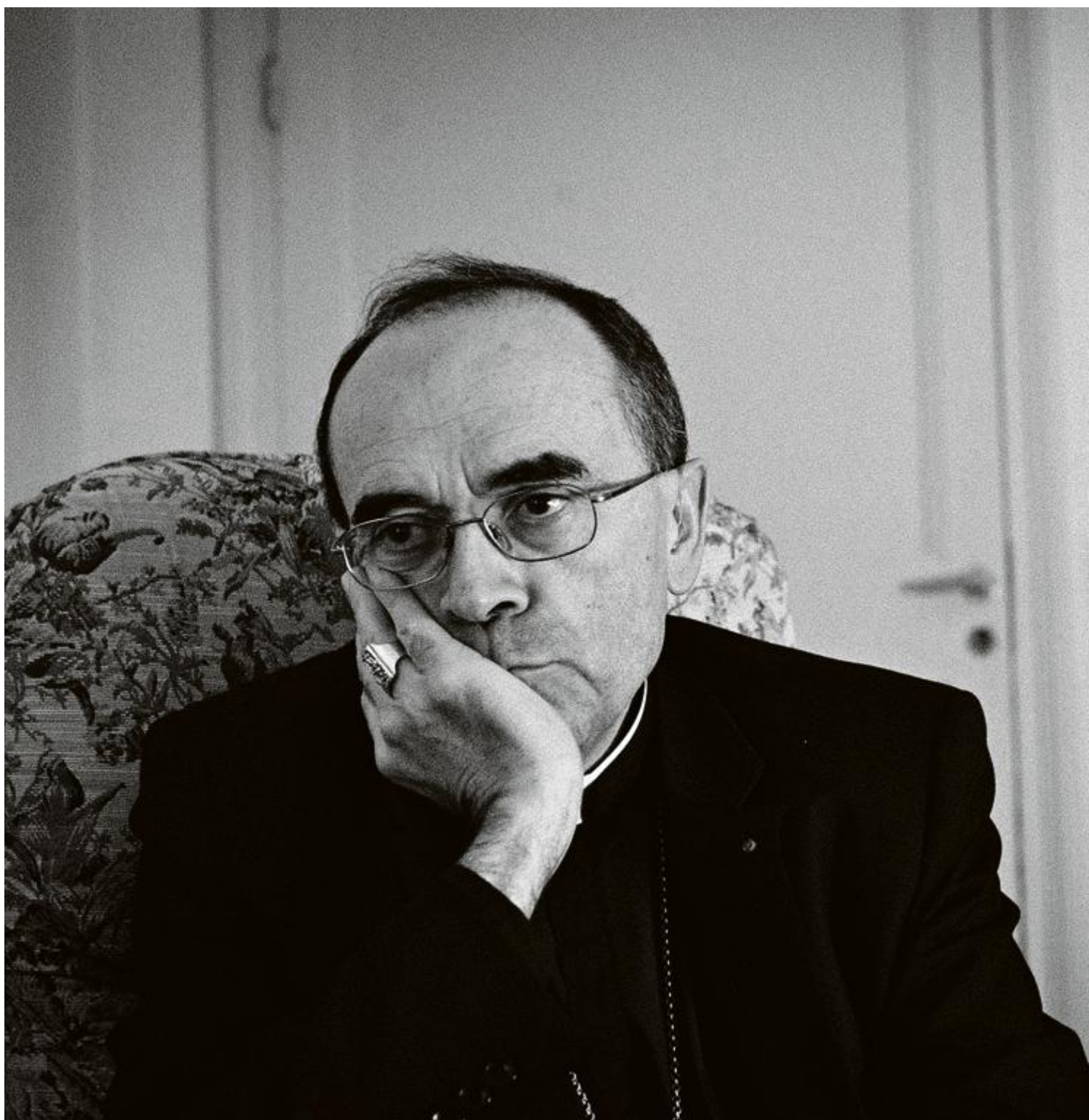
La presque disparu, fuyant honneurs et médias, se limitant à ses strictes obligations de terrain. Depuis de longs mois, Philippe Barbarin, cardinal de l'Eglise catholique romaine et archevêque de Lyon, l'un des prélats les plus puissants de France, se fait extrêmement discret. Le 9 avril 2018, il n'était pas au collège des Bernardins, à Paris, pour assister à l'événement politico-religieux de l'année, le discours du président de la République, Emmanuel Macron, au monde catholique, ce qui aurait été, en d'autres temps, sa place. Il n'était pas non plus, à Oran en Algérie, le 8 décembre, pour la béatification des moines de Tibéhirine, un lieu auquel il est particulièrement attaché et où il s'est rendu dans le passé. A son corps défendant, Philippe Barbarin est devenu un symbole honni, celui du hiérarque catholique sourd et aveugle aux victimes d'abus sexuels dans l'Eglise. En cause: sa calamiteuse gestion de l'affaire Preynat qui a éclaté publiquement en janvier 2016, mettant en cause un prêtre très charismatique de son diocèse, accusé d'avoir agressé une soixantaine de jeunes scouts dans les années 70 et 80.

A Lyon, la justice va contraindre ce lundi Philippe Barbarin à sortir de sa (presque) retraite, imposée par le maelström mondial qui frappe l'Eglise, mise en cause dans le scandale de la pédophilie (1). Avec cinq autres prévenus, d'anciens collaborateurs, dont deux sont devenus depuis évêques, il comparait devant le tribunal correctionnel de Lyon pour non-dénonciation d'agressions sexuelles et non assistance à personnes en péril, des infractions passibles de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amendes. Dimanche, à la veille de son procès, l'archevêque de Lyon a d'ailleurs transmis un message lors des vœux du diocèse de Lyon: *«Pour la première fois je ne viens pas vivre avec vous cet après-midi de joie au milieu de notre fraternité dicocésaine. Il m'a semblé plus juste de ne pas prendre part à une manifestation de cette ampleur à la veille de journées graves que je confie à votre prière. [...] Demandons au seigneur que s'accomplisse le travail de la justice, demandons lui aussi qu'il guérisse tout ce qui doit l'être, dans le cœur des victimes d'actes de pédophilie aussi injustes que terribles.»*

Pour l'institution catholique, l'affaire est grave et fort embarrassante. Le Vatican, invoquant l'immunité diplomatique, s'est d'ailleurs opposé, à l'automne, à la comparution lors de ce procès du cardinal Luis Ladaria Ferrer, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (l'ancienne Inquisition). Ce très haut responsable de la curie romaine a pourtant été en contact, dès l'automne 2014, avec Philippe Barbarin au sujet de l'affaire Preynat. *«C'est totalement impardonnable, s'insurge M^e Nadia Debbache, avocate des parties civiles. Il y a, c'est clair, la parole et les actes. Le pape François affiche sa détermination à combattre la pédophilie, en faisant l'une de ses priorités. Mais, en même temps, le Vatican refuse d'assumer ses erreurs et ses responsabilités.»*

Errements passés

Dans les affaires de pédocriminalité qui frappent l'Eglise catholique, le procès de Lyon est emblématique. Jusqu'à présent, aucun n'a eu cette ampleur, autant par le nombre de prévenus (six en tout) que par la figure du ●●●



Philippe Barbarin en novembre 2012. PHOTO SOUDAN E. ALPACA. ANDIA.FR

Barbarin face aux juges: fin d'un silence d'Eglise

RÉCIT

Jugé à partir de ce lundi pour non-dénonciation d'agressions sexuelles, le cardinal et archevêque de Lyon est l'une des principales figures du catholicisme à devoir répondre de tels actes. L'issue du procès pourrait en faciliter d'autres en la matière.

deuxième cardinal à avoir à répondre devant la justice des hommes dans la crise de la pédophilie dans l'Eglise. Même si chacun s'en défend (y compris parmi les parties civiles) il s'agit bien, à Lyon, du procès des errements passés et des graves manquements de l'Eglise. *«C'est vrai que mon réveil a été tardif. Si j'avais été en relation directe plus tôt avec des victimes et que j'avais vu la gravité des dégâts, je me serais dit : il faut agir immédiatement»*, avait admis Barbarin, en décembre 2016, dans une interview au *Parisien*, en forme de mea culpa. Cette repentance, au fond, n'a jamais vraiment convaincu les victimes de Bernard Preynat, qui ont toujours considéré qu'elle était de circonstance.

Depuis le début du scandale, l'attitude et les propos du cardinal Barbarin ont à plusieurs reprises choqué. *«Grâce à Dieu, la majorité des faits sont prescrits»*, avait-il ainsi lâché, lors d'une conférence de presse à Lourdes, le 15 mars 2016, à propos de l'affaire Bernard Preynat. Cette déclaration avait soulevé un tollé considérable y compris dans les rangs du gouvernement. Le Premier ministre de l'époque, Manuel Valls, l'avait même incité à *«prendre ses responsabilités»*. *«Les propos du cardinal Barbarin avaient énormément blessé celles et ceux qui ont subi des abus sexuels ; ces personnes s'étaient senties niées»*, raconte, de son côté, Pierre Vignon. Très investi auprès des victimes d'abus dans l'Eglise, ce prêtre du Vercors, juge à l'officialité de Lyon (le tribunal interne à l'Eglise), a demandé publiquement, en août dernier, la démission du prélat. Cela lui a valu d'être sanctionné et démis de ses fonctions. La lettre ouverte du prêtre réclamant le départ de l'archevêque avait été soutenue par une pétition signée par plus de 100 000 personnes.

Engagement non tenu

«Depuis le début de l'affaire, il y a eu un incroyable lynchage du cardinal Barbarin. Les éléments à décharge ont rarement été portés à la connaissance du public», regrette l'un de ses avocats, M^e Jean-Félix Luciani, bien décidé à obtenir la relaxe de son client. «Il ne faut pas ajouter une nouvelle injustice à l'injustice», plaide-t-il. Le cardinal Barbarin et ses cinq coprévenus avaient-ils la possibilité et l'obligation de dénoncer à la justice les agissements du père Bernard Preynat ? Ont-ils mis en danger d'autres enfants en ne le faisant pas ? Le tribunal correctionnel de Lyon va examiner ces deux questions centrales au cours des trois jours d'audiences. C'est un débat juridique complexe qui s'annonce, à travers les plaidoiries d'une dizaine d'avocats.

Sur les faits récents, le diocèse de Lyon a, lui, été alerté dès 2011 des agissements passés du père Preynat. Vingt ans plus tôt, les parents d'une des victimes avaient obtenu qu'il quitte les fonctions qu'il exerçait à la paroisse Saint-Luc de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône) et l'assurance qu'il ne serait plus au contact d'enfants. Cet engagement n'a pas été tenu, loin de là, par les successeurs du cardinal Albert Decourtray qui avait traité l'affaire en 1991. Au fil des années, Bernard Preynat s'est même vu confier des responsabilités, continuant aussi à organiser des colonies de vacances, une négligence grave et incompréhensible...

Auparavant évêque de Moulins (Allier), Philippe Barbarin a pris ses fonctions à l'archevêché de Lyon en septembre 2002. A quel moment a-t-il été alerté du comportement déviant du père Preynat dans les années 70 et 80 ? Il a lui-même reconnu qu'il avait eu des

«Le pape François
affiche sa
détermination
à combattre la
pédophilie, en faisant
l'une de ses priorités.
Mais, en même
temps, le Vatican
refuse d'assumer
ses erreurs et ses
responsabilités.»

M^e Nadia Debbache
avocate des parties civiles

informations (peu documentées, selon lui) en 2007-2008. Pour les parties civiles, il serait très vraisemblable qu'il ait été informé bien avant. A son arrivée dans le diocèse de Lyon, il avait effectué l'un de ses premiers déplacements à Cours-la-Ville, la paroisse où officiait Preynat à l'époque. En 2011, il le reçoit à l'archevêché; le prêtre l'assure alors qu'il n'a rien commis de répréhensible depuis 1991. Selon

ses dires, Barbarin l'aurait alors cru... Trois ans plus tard, l'affaire redémarre. Alexandre H., une ancienne victime de Preynat, découvre à son tour que l'abbé est toujours en fonction et toujours au contact d'enfants. Le 17 juillet 2014, il écrit au directeur de la communication du diocèse, Pierre Durieux (l'un des prévenus), et demande à rencontrer Barbarin. Tout traîne pendant des mois. Le cardinal ne reçoit Alexandre H. qu'en novembre et, en août 2015, il relève définitivement de ses fonctions le prêtre pédophile après qu'une plainte a été déposée contre lui. Symbolique à plus d'un titre, le procès de Lyon aura d'importantes conséquences. Si les six prévenus récemment condamnés, cela signifierait qu'un nombre non négligeable de responsables de l'Eglise pourraient, à leur tour, être inquiétés. Déjà, en novembre, la condamnation de l'ancien évêque d'Orléans André Fort a envoyé ce signal. Les victimes d'abus dans l'Eglise y seront attentives. *«J'attends du cardinal Barbarin une parole vraie, nous confie anonymement l'une d'entre elles. Je souhaiterais qu'il reconnaisse qu'il s'est tu et que ce n'était pas bien.»* ◆

(1) Une première plainte pour non-dénonciation contre Barbarin avait été classée sans suite en août 2016. Les parties civiles avaient poursuivi leur action via une procédure de citation directe.

●●● cardinal Barbarin. La France est d'ailleurs l'un des très rares pays, avec les Etats-Unis, à avoir déjà jugé des évêques parce qu'ils avaient omis de dénoncer à la justice des clercs pédophiles. En novembre dernier, André Fort, l'ancien évêque d'Orléans, a été condamné à huit mois de prison avec sursis pour n'avoir pas signalé au procureur les agissements de l'abbé Pierre de Coye de Castelet, des attouchements lors d'un camp de vacances en juillet 1993. Il n'a pas fait appel.

En Australie, secouée ces dernières années par des scandales à répétition, c'est le numéro 3 du Vatican, George Pell, qui vient d'être reconnu coupable d'agressions sur mineurs. Chargé des affaires économiques à Rome (le pape lui avait demandé de remettre de l'ordre dans les finances troubles du Saint-Siège), il est pour le moment suspendu de ses fonctions. Toutefois, la justice australienne, qui prononcera la condamnation en février, a imposé le silence à la presse à propos de cette sanction. Pell doit en effet être à nouveau jugé, cette fois pour sa mauvaise gestion de cas de prêtres pédophiles, et les magistrats australiens ne souhaitent pas que la première condamnation influence le procès à venir.

Proche lui aussi du pape, Philippe Barbarin, qui a toujours eu le soutien du Vatican, est le

**LIBÉ.FR**

Le fil vert. Trier ses déchets à Paris est désormais un jeu d'enfant. En ce début d'année, les règles de tri sont simplifiées à Paris, dans l'Essonne et en Seine-Saint-Denis. Tous les types d'emballages en plastique, en papier et en métal (notamment les pots de yaourt, les emballages plastiques souples, les boîtes d'œufs ou encore les capsules de café) sont à mettre dans la poubelle jaune. PHOTO AFP

Réforme des **droits de succession**: Bruno Le Maire ne donne pas suite

Le ministre de l'Economie a répété dimanche, après la publication d'une note du think tank Terra Nova, que l'exécutif n'avait pas du tout l'intention d'ouvrir un dossier déjà refermé en septembre par Emmanuel Macron.

Par
LILIAN ALEMAGNA

Quand c'est non, c'est non. Le gouvernement ne compte (vraiment) pas se lancer dans une réforme des droits de succession. «Une immense majorité de Français [est] profondément attachée à cette idée simple et juste que, quand on a travaillé toute sa vie, on

L'HISTOIRE DU JOUR

peut pouvoir transmettre le fruit de son travail à ses enfants avec le moins de taxation possible. Je partage ce sentiment», a déclaré Bruno Le Maire, dimanche au Grand Rendez-vous Europe 1-les Echos-CNews. Pour le ministre de l'Economie et des Finances, il est plus urgent de «baisser la dépense publique pour baisser plus vite les impôts des Français». «J'avais compris que ce que demandait une majorité de Français, c'était plutôt de baisser les impôts et les taxes que de les augmenter», a-t-il ajouté en référence aux revendications des gilets jaunes.

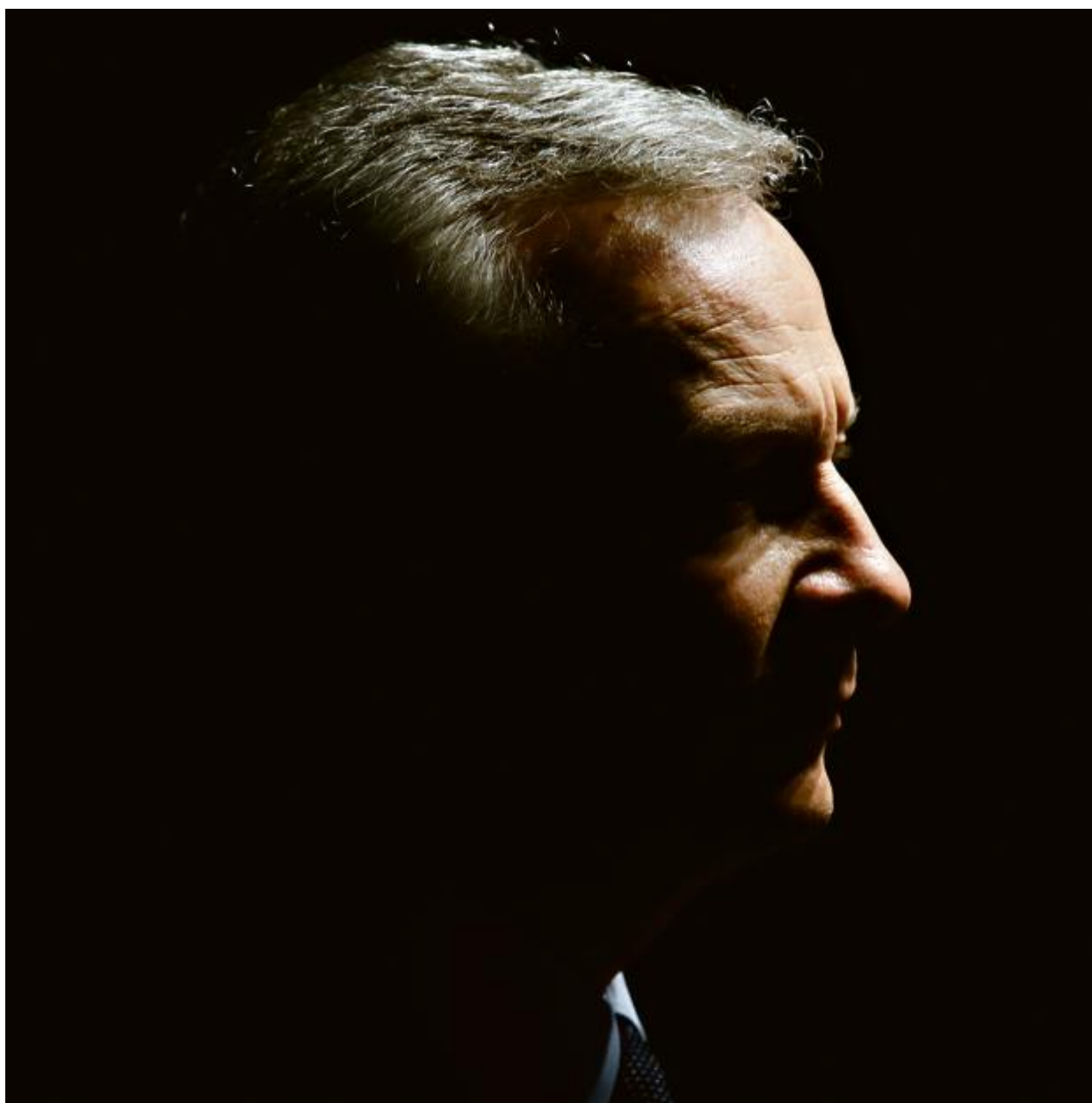
Avant lui, le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, avait déjà entrepris de fermer la porte: «Aujourd'hui, il n'y a pas de réflexion en cours sur une modification des droits de succession, sur la fiscalité appliquée aux droits de succession», avait-il assuré vendredi devant la presse après le premier Conseil des ministres de l'année 2019. L'exécutif ferme donc la porte à une idée relancée la

semaine dernière par le cercle de réflexion Terra Nova et que certains députés LREM issus de la gauche auraient bien voulu porter à l'occasion du «grand débat national» qui doit débiter dans dix jours. Le think tank social-démocrate a remis le sujet sur le tapis avec la publication, vendredi, d'une note d'une vingtaine de pages proposant d'augmenter les taux d'imposition pour les plus gros patrimoines au moment de leur transmission, et de récupérer ainsi une partie des sommes transmises aux descendants. Les auteurs évoquaient également la possibilité de supprimer certains avantages accordés aux contrats d'assurance-vie.

«Nous courons le risque de voir se développer une société d'héritiers vieillissants dans les décennies qui viennent», alertait Terra Nova, calculant à l'ap-

pui: une pension de retraite à 1500 euros par mois est aujourd'hui taxée à 9,1% (en cumulant les prélèvements sociaux) tandis qu'un héritage de 150 000 euros n'est, lui, fiscalisé qu'à 5,5%. Selon le think tank, l'Etat pourrait, dans un objectif de «justice sociale», récupérer entre 3 et 4 milliards d'euros de recettes supplémentaires. Soit, à peu près, le manque à gagner pour les finances publiques de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune en simple impôt sur la fortune immobilière.

Réforme neutre. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement voit ce sujet ressurgir. Absente du programme présidentiel d'Emmanuel Macron, l'idée d'une réforme des droits de succession avait été notamment formulée par trois économistes proches du chef de l'Etat. Dans une note publiée début juin par le Monde et remise au président de la République pour le pousser à un rééquilibrage social, Philippe Aghion, Philippe Martin et



Le ministre de l'Economie et des Finances le 31 janvier à Metz. PHOTO MATHIEU CUGNOT

Jean Pisani-Ferry proposaient, eux aussi, «une taxation plus lourde des très grosses successions». «Les enfants des innovateurs sont souvent des rentiers, justifiaient-ils alors. Bien préparée dans le débat public, une telle réforme confortera le message en faveur de la mobilité sociale.»

En guise de «compensation», ils évoquaient «un relèvement du plafond (aujourd'hui à 100 000 euros) en dessous duquel les successions ne sont pas taxées pour en faire une réforme neutre fiscalement». «Elle pourrait

s'accompagner d'un recentrage de la progressivité sur les montants reçus au long d'une vie, au lieu des successions», ajoutaient les trois économistes, plutôt en ligne avec le candidat Macron. «Si on a une préférence pour le risque face à la rente, ce qui est mon cas, il faut préférer par exemple la taxation sur la succession aux impôts de type ISF», déclarait ainsi le futur président au printemps 2016 dans la presse.

Trouble. Quelques mois plus tard, c'est un autre fidèle du chef de l'Etat qui

relançait l'idée d'une réforme des droits de succession. Alors délégué général de La République en marche – et pas encore nommé ministre de l'Intérieur en remplacement de Gérard Collomb –, Christophe Castaner, pour sa rentrée politique, plaçait début septembre pour «une réflexion sans tabou sur la fiscalité sur la succession». Cette «refonte en profondeur» devait permettre de lutter contre «les inégalités de naissance qui progressent». Secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Castaner avait

alors jeté le trouble dans son camp avant d'être désavoué depuis l'Elysée.

Mi-septembre, l'entourage d'Emmanuel Macron avait laissé fuiter dans la presse des propos du Président devant ses équipes: «Les droits de succession et les pensions de réversion, on n'y touchera pas tant que je suis là. [...] On a demandé des efforts aux retraités, mais maintenant arrêtez de les emmerder!» C'était avant que certains Français aillent manifester et bloquer des ronds-points vêtus de leurs gilets jaunes. ◆



LIBÉ.FR

Quels poissons manger sans contribuer à la surpêche ?

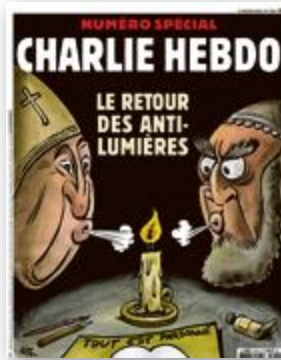
Nous avons toujours plus à manger, mais l'essentiel de notre consommation se concentre sur quelques espèces. En 2015, 33% des stocks de poissons dans le monde étaient surexploités. Le guide *Slow Fish* liste les espèces «à ne pas acheter». PHOTO REUTERS

Médias Richard Ferrand à bloc sur Twitter

Un élu peut-il bloquer à un journaliste l'accès à son compte Twitter, donc à des données publiques ? Déjà lancé aux Etats-Unis, le débat s'exporte en France avec la plainte contre Richard Ferrand par Guillaume Tatu, vidéaste indépendant membre de La France insoumise. Le président de l'Assemblée l'a en effet «bloqué» sur Twitter, depuis septembre. «C'est une discrimination fondée sur des opinions politiques», a déclaré au *Parisien* l'avocat de Tatu. Ce dernier avait rappelé à plusieurs reprises sur Twitter l'information judiciaire visant Ferrand, soupçonné de prise illégale d'intérêts dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne.

«Charlie Hebdo» : quatre ans après, un numéro spécial amer

Quatre ans après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, «beaucoup se sont déjà lassés» des combats du journal satirique : amer, l'hebdomadaire dresse le portrait sombre d'une société française «anti-Lumières» dans un numéro commémoratif en kiosques depuis samedi (lire aussi page 22). La couverture de ce numéro spécial montre, sur fond noir, un évêque et un imam soufflant sur la flamme d'une bougie, dont la lumière éclaire la une du numéro historique du 14 janvier 2015, «Tout est pardonné». «Ce ne sont pas seulement nos histoires personnelles [qu'on oublie], c'est aussi ce qu'a signifié ce qui nous est arrivé. On a l'impression qu'on



tourne le dos à ça, alors que ces phénomènes de réactions rétrogrades sont toujours présents, encore plus qu'il y a quatre ou cinq ans, a expliqué à l'AFP Riss, directeur de la rédaction et auteur de la une. Ce n'est plus uniquement une hostilité qui vient

d'extrémistes religieux mais aussi d'intellectuels.»

Dans un éditio coup-de-poing, il déplore : «La situation à l'égard du totalitarisme islamiste n'a fait que se dégrader. [...] Le blasphème a fait des petits. [...] Tout est devenu blasphématoire.»

Sur la double page centrale, un dessin de juin montre des «obscurantistes», tels que le pape, Marine Le Pen, Donald Trump ou Michel Houellebecq, en train de célébrer l'anniversaire de l'attentat du 7 janvier 2015, qui avait coûté la vie à douze personnes.

Côté judiciaire, l'enquête est close et un procès devrait se tenir en 2020.

Coupe de France Les Foréziens tirent, l'OM désappointé



Semaine après semaine, l'Olympique de Marseille creuse toujours plus profond : dimanche, devant un public plié en deux dans les tribunes du stade Geoffroy-Guichard, à Saint-Etienne, Dimitri Payet et consorts ont été éliminés de la Coupe de France dès les 32^e de finale par les amateurs de l'ASF Andrézieux-Bouthéon (National 2, 4^e échelon national). Et en beauté encore : 2-0 et la sensation pendant une bonne heure (la première) que les Foréziens pouvaient marquer sur chaque action. «On a fait de belles choses avec le ballon et on s'est créé beaucoup d'occasions, a confirmé le capitaine de l'ASF, Romain Barge. On a aussi fait preuve de calme et de maîtrise quand on ne l'avait pas.» Les témoins se sont parfois pincés pour y croire. Il se passe quelque chose dans le vestiaire marseillais. Mais quoi ? G.S. PHOTO AFP

Côte de bœuf à l'or : Ribéry renvoie du steak

Franck Ribéry est le martyr d'une guerre : celle du mépris dans lequel une partie de l'opinion publique française – dont l'ex-président François Hollande, qui préconisait «une musculation du cerveau» des joueurs dans *Un président ne devrait pas dire ça* (Stock) – tient son élite sportive, pour peu que celle-ci exprime des signes extérieurs trahissant une extraction modeste, une élocution difficile par exemple. On parle de martyr parce que ce mépris de classe (autant nommer les choses) l'a déjà effacé de la scène hexagonale, le joueur ayant trouvé outre-Rhin un respect qui lui est refusé en France. Et aussi parce que Ribéry a pris acte de cette fracture. La guerre est finie. Mais il reste des braises. Pour s'être affiché sur Instagram dégustant dans un restaurant de Dubaï une côte de bœuf recouverte d'une fine couche d'or facturée entre 300 et 1200 euros selon les sources, assorti d'un épcurien «pas de meilleur moyen de commencer l'année», l'attaquant du Bayern Munich s'est fait déchirer sur les réseaux sociaux, la journaliste et présidente de

la Fondation pour la nature et l'homme (ex-Fondation Nicolas Hulot), Audrey Pulvar, en profitant pour lui donner une leçon de morale sur Twitter : «Monsieur Franck Ribéry, si vous ne savez pas quoi faire de votre argent, il reste plein de causes à financer et soutenir dans le monde.»

En rupture depuis cinq ans avec la scène médiatique française, Ribéry s'est brusquement reconnecté, à moins qu'il n'ait laissé un *community manager* faire le boulot. Pulvar a eu droit à l'exhumation d'un tweet remontant à octobre 2012 où elle expliquait «faire ce qu'elle veut de [son] argent» après que le prix de ses lunettes (3300 euros, plus cher qu'une côte de bœuf à l'or donc) avait fait polémique. Ensuite, une ONG d'aide internationale aux démunis, Ummah Charity, est montée au front pour préciser que Ribéry faisait partie «de ses plus généreux donateurs», à grands coups de chèques de 150 000 euros. Enfin, le joueur a insulté ceux qui s'en sont pris à lui sur les réseaux avec force «capotes trouées», «niquez vos mères» et autres «niquez tout votre

arbre généalogique», ce qui a conduit le Bayern de Munich, à lui infliger «une forte amende».

La séquence dit quelque chose d'important : Ribéry a eu beau plaider les bienfaits de la retraite internationale («laisse tomber les Bleus, ils ne veulent pas de toi») et de la prise de distance auprès de Karim Benzema, autre cible systématique d'une partie de l'opinion publique, il n'a pas fait le deuil. Et il ne le fera jamais : le sentiment de n'être pas respecté à la hauteur de son œuvre sportive est quelque chose qu'un sportif de ce niveau ne peut pas admettre. Second enseignement : le temps n'arrange rien. Il fige le ressentiment, l'injustice, et reproduit à l'identique les mêmes schémas écœurants. On a rêvé ici que le sélectionneur des Bleus remette en selle l'un des deux ou trois plus grands joueurs de sa génération, notamment lors de l'Euro 2016 organisé en France. Il aurait pu se passer bien des choses. Didier Deschamps n'en a rien fait. Il a eu raison, puisqu'il est champion du monde.

GRÉGORY SCHNEIDER

2 SALONS DE l'Etudiant

**FORMATIONS
ARTISTIQUES**

**NUMÉRIQUE
& INFORMATIQUE**

12 - 13 JANVIER

PARIS EVENT CENTER PORTE DE LA VILLETTE

INVITATION SUR
letudiant.fr

Conférences et rencontres

îledeFrance

SU

R-E
C'EST VERT.
C'EST CLAIR.

BeauxArts
Magazine

NRJ
PARIS 100.3
HIT MUSIC ONLY



Poste de surveillance d'une des cours de promenade, refaites et transformées en carrés de bitume que l'architecte décrit comme «végétalisés».

A Paris, les soins de la Santé n'ont pas guéri la prison

L'établissement pénitentiaire parisien rouvre ses portes ce lundi après quatre ans de rénovation complète. Si les quelque 800 cellules individuelles ont été un peu agrandies et mieux équipées, la majorité d'entre elles ont déjà été dotées d'un deuxième lit.

REPORTAGE

Par
JULIE BRAFMAN
Photos
MARC CHAUMEIL

L'enceinte en meulière qui borde la rue de la Santé dans le XIV^e arrondissement de Paris n'a pas changé mais, à l'intérieur, rien n'est plus pareil. Il n'y a qu'à voir ces cubes d'un blanc étincelant qui se détachent dans le ciel. Deux éboueurs affairés le long de la façade prédisent déjà à la prison une sacrée destinée : «*Tu vas voir que les gilets jaunes vont prendre la Santé, ça va être comme la Bastille en 1789 !*» Quatre ans après le début des travaux, le mythique établissement pénitentiaire rouvre ses portes ce lundi en accueillant une première vague de 80 dé-

tenus (ils arriveront ensuite, au fur et à mesure, des prisons surpeuplées de Fleury-Mérogis et de Fresnes en Ile-de-France, mais aussi directement du TGI de Paris). Depuis plusieurs semaines, parlementaires et médias se pressent pour découvrir le lifting. «*On est dans le cœur de Paris, l'attention est hors-norme. Toute la classe politique veut faire sa visite, le niveau de demandes est démentiel*», précise-t-on à l'administration pénitentiaire. *Il se murmure même que le Président veut l'inaugurer.*» En l'espace de six mois, la directrice, Christelle Rotach, a joué les guides pour 1500 personnes, dont les familles des surveillants. La Santé, sortie de terre en 1867, est devenue un vestige patrimonial, une sorte de «*mère taule*» avec son architecture emblématique,

ses occupants célèbres (Guillaume Apollinaire, Marcel Petiot, Jean Genet, Jacques Mesrine ou encore Jérôme Kerviel pour n'en citer que quelques-uns) et son imaginaire cinématographique. «*Ça peut paraître curieux de dire ça, mais c'est un bel établissement, on est dans un écrin privilégié. Le résultat des travaux est harmonieux et donne une belle ambiance*», décrit la directrice dans son bureau, où se côtoient une Marianne rose fluo, la photo d'Emmanuel Macron, un collier de coquillages et une grande clé dorée avec cette inscription: «*Maison d'arrêt de la Santé, 15 juin 2018.*» Soit la date de la fin des travaux. Ses fenêtres donnent sur la cour d'honneur, là où avaient lieu les exécutions capitales, dont celle de Claude Buffet et Roger Bontems, derniers guillotins à Paris en 1972. Certes, l'immense porte d'entrée a été refaite, le lierre abattu et la pierre nettoyée, mais les lieux dégagent un parfum d'antan avec le sol pavé et les murs de meulière. A l'intérieur de la prison, la vieille passerelle de bois qui court autour de la rotonde centrale est toujours là. Le quartier bas, connu pour ses branches en étoile et son organisation panoptique (le gardien peut observer d'un même point dans toutes les directions), a été entièrement réhabilité. Désormais, l'îlot central abrite des équipements de vidéosurveillance et les coursives de chaque aile ont été élargies. On repense aux mots de l'ancien garde des Sceaux sous Vichy, Joseph Barthelémy, mort d'un cancer en 1945: «*Les constructeurs d'édifices pénitentiaires antérieurs au XX^e siècle semblent avoir eu deux ennemis particuliers qu'ils ont pourchassés avec un soin jaloux: l'air et la lumière.*» Les architectes du XXI^e (en l'occurrence l'agence Pierre Vurpas et AIA Architectes) ont, quant à eux, laissé entrer le soleil en détention. Des verrières ont été percées au plafond des coursives, et dans chaque cellule les fenêtres ont été descendues à hauteur d'homme.

BOUILLON DE MISÈRE

Pour conserver un pan d'histoire, une «cellule mémoire» datant de la Santé «époque crasseuse» a échappé à la rénovation (mais a tout de même été repeinte): derrière la porte en fer à la peinture rose émaillée, un lit de fer scellé au sol et une petite table. Le tout dans 7m² de semi-pénombre où cohabitaient parfois jusqu'à trois détenus. De quoi rappeler qu'il n'y a pas si longtemps, les visiteurs ressortaient des lieux avec une moue de dégoût. En 2009, le Contrôleur général des lieux de privation de liberté s'indignait de «*l'état délabré de la plupart des cellules*»: «*La dégradation affecte les murs, souvent décrépis et humides, les sols au revêtement défaillant ou absent, les sanitaires, la fermeture défectueuse des fenêtres, la température ambiante.*» Les détenus s'étaient plaints de vivre «*comme des chiens*» ou des «*sous-hommes*» dans la maison d'arrêt devenue machine à enfermer.

Au fil des ans, la Santé s'est ainsi muée en symbole de l'inhumanité carcérale, bouillon de misère, taule en lambeaux et surpeuplée. «*La Santé: une vieille fille lépreuse*», écrivait Mesrine. M^e Henri Leclerc, qui y a fait ses premiers pas de pénaliste, se souvient dans ses mémoires (*la Parole et l'Action*, 2017) de cette «*odeur collante*» à laquelle il n'est ja-

Les toilettes sont positionnées sous le pommeau d'eau, impossible donc de s'y tenir debout. La promesse de contorsions et d'inondations.

mais parvenu à s'habituer. Une «*odeur d'hommes confinés, de vieil hôpital, de malheur rentré*», comme racontera sa sœur, philosophe, citée dans son livre. Henri Leclerc évoque aussi le parloir avocat si particulier, «*couvert de graffitis baroques, émouvants, féroces, menaçants ou drôles comme de petits poèmes écrits à la va-vite par ceux qui, arrivant ou quittant la prison, étaient enfermés là, seuls pendant un temps incertain*». Contrairement à l'image apocalyptique figée

dans les esprits, à son ouverture en 1867, la Santé était vantée pour son modernisme, décrite comme une «*machine à guérir*» ou un «*bâtiment thérapeutique*». «*La prison de la Santé, la plus belle incontestablement qui soit en Europe!*» s'enthousiasmait-on. Son architecte, Emile Vaudremer, grand prix de Rome, s'était inspiré des bagnes de la côte Est des Etats-Unis. Partout dépeinte comme prison modèle, elle bénéficiait d'équipements modernes comme le tout-à-l'égout et l'eau courante (dont ne disposaient pas encore les Parisiens les moins aisés), ou encore d'un système de communication par pneumatique pour les gardiens.

BROUILLEURS D'ONDES

L'architecture correspondait à une vision «hygiéniste» de la peine comme outil de punition mais aussi de rédemption morale. Aujourd'hui encore, avec son traitement acoustique pour éviter le brouhaha, ses cellules avec douches intégrées, ses brouilleurs d'ondes nouvelle génération, ses portes de cellule qui s'ouvrent vers l'intérieur (et en cas

de problème vers l'extérieur): la Santé version 2019 se veut à la pointe. Reste à savoir comment notre façon de penser l'enfermement sera perçue dans un siècle. Que dira-t-on de ces cellules aujourd'hui rutilantes à la prochaine inauguration? Une chose est sûre: elles n'ont plus rien des antiques cachots. Elles ont été agrandies à 9,5 m² et sont pourvues de réfrigérateurs, plaques de cuisson, télévision et coffre-fort pour que les détenus puissent enfermer leurs biens personnels. Derrière une paroi à double battant, on découvre la douche. Ou plutôt un petit espace peu commode: les toilettes sont positionnées exactement sous le pommeau d'eau, impossible donc de s'y tenir debout. La promesse de contorsions et d'inondations. Pour faire quelques économies en évitant un second raccordement? «*Pour que l'on puisse voir les détenus depuis l'axeillon*», soutient Christelle Rotach. Et de poursuivre: «*Il y a aussi un téléphone fixe dans chaque cellule, c'est une première en France et une petite révolution. Ça va permettre de maintenir les liens familiaux et prévenir les risques suicidaires.*»

En revanche, l'établissement ne sera pas pionnier en matière d'encellulement individuel. Sur les 807 cellules prévues, 403 ont déjà été doublées. «*La prison de Fresnes est saturée à plus de 200 %, c'est difficile de maintenir le principe de l'encellulement individuel quand, à côté, des gens dorment à trois dans une cellule. Au final, d'ici six mois on devrait être plein*», indique-t-on à l'administration pénitentiaire. Ou même archiplein: «*On part sur un taux d'occupation de 150 %.*»

BÉTON TAPISSÉ

Le mobilier a été adapté tant que faire se peut: quelques casiers en plus pour les effets personnels et une toute petite tablette a été fixée pour que le second détenu puisse également prendre ses repas. Le quartier le plus célèbre, baptisé par les médias «quartier VIP» car il hébergeait des personnalités politiques ou impliquées dans des affaires médiatisées (telles que le terroriste Carlos, l'homme d'affaires Bernard Tapie, l'ancien trader Jérôme Kerviel, le général Noriega, «l'ennemi public numéro 1» Jacques Mesrine, l'ancien préfet de police Maurice Papon, le convoyeur de fonds Toni Musulin ou encore le rappeur Joey Starr), a lui aussi été rénové. Désormais, il sera dévolu aux détenus radicalisés. Quant au quartier haut de la prison, auquel on accède par un vaste couloir en béton tapissé de néons, il a été intégralement détruit puis rebâti.

Les promenades ont été refaites et transformées en carrés de bitume que l'architecte décrit comme «*végétalisés*» sur sa plaquette mais qui pour le moment se cantonnent à quelques brins d'herbe tentant péniblement de sortir de terre. Dans cette partie, les cellules sont sensiblement les mêmes, bien qu'un peu plus petites (8,5 m²) «*et plus géométriques*», selon Christelle Rotach. Elles attendent les nouveaux arrivants qui y seront affectés dès lundi, tous préposés au service de nettoyage. D'ici là, le personnel – composé à 70 % de surveillants stagiaires sortis d'école en juin – s'entraîne jusqu'à la dernière minute. «*Ça devrait bien se passer*», glisse l'un d'entre eux. ♦



Nouveau poste de garde dans le couloir des activités de la prison, le 4 janvier.

AMNESTY INTERNATIONAL PRÉSENTE

EXPOSITION

07/12-12/01

GALERIE WANTED, 23 RUE DU ROI-DE-SICILE, PARIS 4^E

(M) SAINT-PAUL / ENTRÉE LIBRE

LES UNS ENVERS
LES AUTRES



BRUCE GILDEN, CLAUDIA HUIDOBRO,
ULRICH LEBEUF, SEBASTIAN LISTE,
LORENZO MELONI, ZANELE MUHOLI,
YANN RABANIER, ANTON RENBORG, SMITH,
TENDANCE FLOUE



IDÉES/

Etre «Charlie», d'hier à aujourd'hui

Le journal satirique est héritier de la presse anticléricale, dont l'objet n'est pas le rejet des communautés mais la critique des religions. L'oublier, quatre ans après les attentats, c'est fragiliser la liberté de la presse.

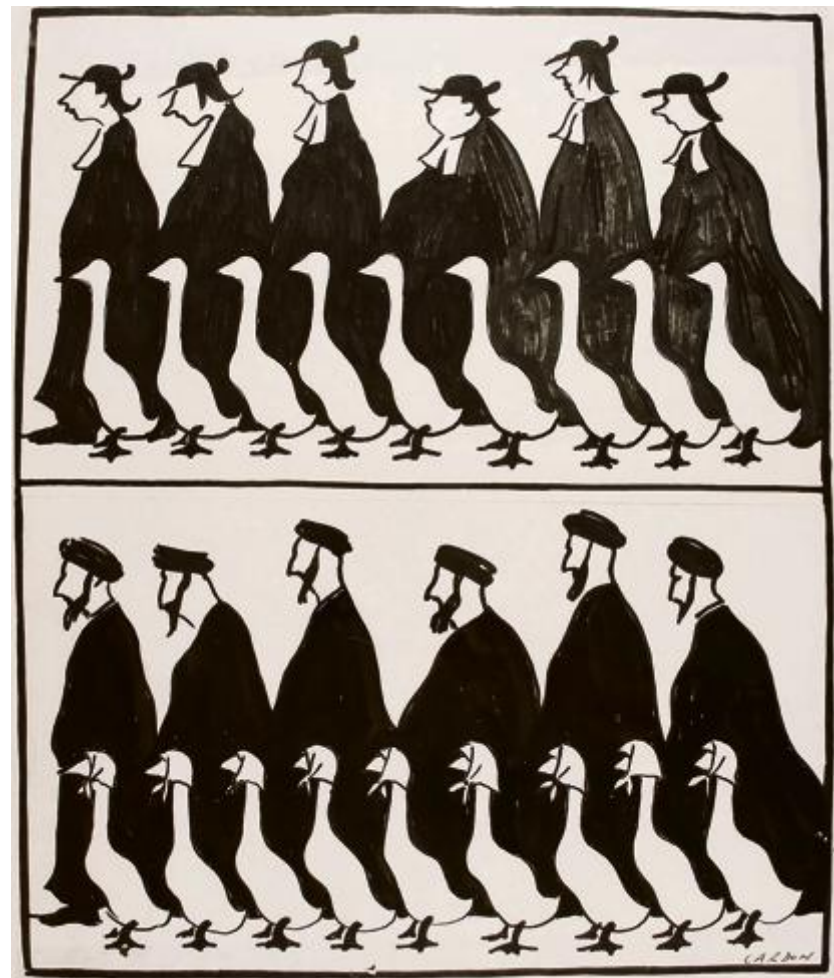
A mesure que s'éloigne le souvenir du 7 janvier 2015, les détracteurs de *Charlie Hebdo* semblent chaque jour un peu plus nombreux. Les adversaires de l'hebdomadaire satirique lui reprochent de confondre droit au blasphème et volonté d'humilier à tout prix les musulmans. Or, l'histoire du journalisme montre l'inverse : *Charlie Hebdo* n'est pas l'héritier d'une presse xénophobe ou raciste, mais de caricaturistes qui, il y a un peu plus d'un siècle, ont gagné de haute lutte le droit de critiquer les religions. La Révolution française et la Commune avaient déjà vu se répandre un goût pour les dessins satiriques moquant le Clergé. Mais il a fallu attendre la loi sur la presse du 29 juillet 1881, qui abolit le délit de blasphème, pour que s'épanouisse pendant plusieurs décennies un journalisme anticléricale hostile à l'Eglise. Or cette loi, sur laquelle s'appuie encore l'essentiel de notre juridiction en la matière, a pour mérite d'autoriser la critique des opinions ou croyances tout en sanctionnant la diffamation envers les individus ou communautés. Elle repose au fond sur une idée très optimiste, héritée des Lumières : un citoyen ne saurait être réduit à ses convictions, et l'on peut donc tourner en dérision la foi d'un croyant sans offenser sa personne. Dès les années 1880 se développe ainsi un rire de combat, qui utilise la caricature comme une arme. Cette presse satirique atteint son apogée dans la première décen-

nie du XX^e siècle, dans le cadre des débats très vifs qui entourent le vote de la loi séparant les Eglises et l'Etat. Des journaux comme *la Calotte*, *les Corbeaux* ou *l'Assiette au beurre* rivalisent d'inventivité et font preuve d'une violence inouïe dans leur volonté de ridiculiser l'Eglise. Moines, religieux, prêtres, évêques ou pape : du plus modeste au plus prestigieux, tous sont présentés de manière déshonorante et assimilés à une caste dépravée, qui se complaît dans la luxure et la perversion. Pour mieux susciter la répulsion de leurs lecteurs, les dessinateurs multiplient les références scatologiques et utilisent un bestiaire d'une redoutable efficacité. Les membres du Clergé sont animalisés sous la forme de boucs, de manière à souligner leurs penchants pédophiles, mais ils deviennent aussi des rats, des araignées, des cafards, des porcs ou des oiseaux de nuit. Quant à l'Eglise elle-même, elle est parfois représentée tout entière comme un serpent ou une pieuvre affamée. Et puisqu'il s'agit bien d'une guerre, les caricaturistes invitent à torturer et à anéantir cet ennemi : dans leurs dessins, les corps des représentants de l'Eglise apparaissent suppliciés, amputés, brisés sous les coups d'une Marianne vengeresse. Une partie de cette presse satirique va même plus loin et critique la Bible ou les dogmes chrétiens, autrement dit les fondements de la religion. Profitant des acquis de la loi de 1881, les caricaturistes n'hésitent pas à dessiner le Dieu judéo-chrétien lui-même. Ils le font le plus souvent sous la forme d'un vieillard à barbe blanche, hirsute et mal habillé, qui apparaît bien plus ridicule que menaçant. En toute logique, cette presse antireligieuse réserve au christianisme ses critiques les plus mordantes. Mais il arrive que cette bataille idéologique soit élargie aux autres monothéismes, voire à l'ensemble des religions. Dans une livraison de *l'Assiette au beurre* parue en mai 1904, Franti-

sek Kupka propose ainsi une série de caricatures consacrées à la thématique de la religion. Si un dessin est réservé au «Dieu d'Israël» et un autre au «Dieu du Vatican», le «Dieu turc» est lui aussi représenté, dans une image violente où l'islam apparaît comme conquérant et sanguinaire. Dans ce numéro, les trois grandes religions sont noyées au milieu d'une pluralité de croyances, puisque Kupka caricature aussi les divinités grecques, hindoues, africaines, japonaises et même «les Dieux des Peaux-Rouges». Toutes les religions sont mises sur le même plan, et réduites au statut de superstitions dérisoires ou de vastes escroqueries. La violence, la brutalité et parfois l'obscénité de ces images les rendraient difficilement transposables aujourd'hui, alors même que la plupart d'entre elles respectent l'esprit et la lettre de la loi de 1881. *Charlie Hebdo* s'inscrit dans le prolongement de cette presse-là, et s'est contenté d'appliquer aussi à l'islam un traitement que les dessinateurs de la Belle Epoque réservaient le plus souvent au christianisme. Les temps ont changé bien sûr et, dans un monde globalisé, où l'information est à la fois instantanée et sans frontières, défendre la liberté dont disposent les caricaturistes en France est devenu problématique. Mais il revient aux universitaires, aux pédagogues et aux journalistes eux-mêmes d'expliquer la singularité de ce modèle et de combattre les amalgames dont *Charlie Hebdo* est trop souvent victime. Nous devons rappeler sans relâche qu'il existe une frontière réelle, même si elle est toujours fragile, entre l'héritage de la presse antireligieuse et une autre tradition journalistique, qui s'est aussi épanouie à la Belle Epoque. Un périodique comme *la Libre Parole illustrée* d'Edouard Drumont, auquel on compare trop souvent *Charlie Hebdo*, n'a rien de commun avec le journal aujourd'hui dirigé par Riss. Dans le périodique qu'il fonde en 1892, Drumont s'oppose du reste violemment à la presse anticléricale, et s'intéresse moins aux religions qu'aux communautés et aux races. L'iconographie antisémite qui envahit les pages de



Oies et Curés, de Jossot, *l'Assiette au beurre*, 1902. COLL. K. TAPABOR



Foulard brut, les oies d'après Jossot par Cardon. Dans *le Canard enchaîné*, 1989 COLL. K. TAPABOR



Hommage à Jossot par Riss, 2011. RISS POUR «CHARLIE HEBDO»

Par
ALÉXIS LÉVRIER



JULIEN MORO

Historien de la presse, université de Reims, chercheur associé au Gripic. Auteur de : *le Contact et la Distance*, les Petits Matins, 2016

●●● *la Libre Parole*, mais aussi d'autres journaux anti-dreyfusards comme *Psst...! la Croix* ou *le Pèlerin*, porte ainsi assez peu sur la religion juive elle-même. Ces caricatures atroces témoignent plutôt d'une obsession pour des traits identitaires fantasmés ou pour des caractéristiques physiques prétendues et s'apparentent bien, par conséquent, à une haine raciale. L'oubli de cette distinction entre critique des religions et rejet des communautés, pourtant centrale dans notre droit depuis 1881, aboutit aujourd'hui à une confusion généralisée et même à des contresens. On peut à cet égard regretter l'ambiguïté de l'adjectif «islamophobe», souvent utilisé par les détracteurs de *Charlie* : il faut évidemment combattre la haine dont les musulmans sont l'objet, et condamner les journaux qui désignent à la vindicte une communauté déjà victime d'innombrables discriminations. Mais si la loi protège à juste titre les croyants, une représentation de Mahomet ne saurait être considérée comme raciste, sauf à essentialiser cette religion et ses pratiquants. Le terme islamophobe est trop souvent utilisé pour refuser toute critique de l'islam, et réclamer un traitement différent de celui des autres cultes.

«Il n'y a pas de censure en France.» Le 1^{er} numéro de *Charlie Hebdo*, le 23 novembre 1970, s'ouvrait déjà par ce titre anti-phrastique, et à certains égards prémonitoire. La censure dont il était question à l'époque était une censure étatique, puisque *Hara-Kiri* venait d'être interdit par le pouvoir. Les risques qui pèsent aujourd'hui sur la rédaction de *Charlie* ne sont plus du même ordre : ils relèvent bien plus d'une censure intériorisée, à défaut d'être officielle. Au-delà de la menace terroriste, qui hantera pour toujours les survivants, les pressions se multiplient pour inciter les auteurs du journal à s'autocensurer. En décembre, pour avoir rappelé sur un plateau de télévision que l'islam doit «se soumettre à la critique», une ancienne collaboratrice du journal, Zineb el-Rhazoui, a reçu des centaines de menaces de mort sur les réseaux sociaux. Peur de blesser, crainte des représailles ou simple conformisme idéologique : les raisons qui peuvent expliquer ce retour insidieux du délit de blasphème sont multiples. Mais une telle capitulation collective reviendrait à sacrifier une liberté chèrement acquise par la presse satirique, et à donner un triomphe posthume aux frères Kouachi. ♦



MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMAN

L'affaire la Halle aux chaussures, et ses enseignements

Comment un scoop sur une escroquerie du distributeur discount est-il arrivé dans le top 10 des articles les plus lus du «Monde» dont le lectorat est majoritairement CSP + ?

Salutaire introspection de fin d'année, *le Monde* publie la liste de ses articles les plus consultés sur Internet en 2018. Et c'est la foire aux surprises. Là où on s'attendrait à trouver des reportages, des enquêtes, des analyses, sur la Coupe du monde de foot, l'affaire Benalla, ou les gilets jaunes, cette liste déborde de sujets inattendus. J'en retiens un. A la 7^e place (derrière les aventures de Nabilla au pays du bitcoin, derrière l'autodestruction d'une œuvre de Banksy, derrière la mort du gendarme Beltrame, ou derrière le calendrier des perturbations à la SNCF), s'est glissé un article titré «La Halle demande à ses caissières de ne plus faire de réduction systématique aux détenteurs de cartes de fidélité». Il s'agit du 7^e article le plus lu en 2018 (hors les blockbusters des nécrologies, elles, sont traitées dans une liste à part). Avant, donc, Benalla, le foot, et autres sujets de plus haute visibilité. Quant aux innombrables analyses produites par le journal sur le chef de l'Etat et tout ce qui s'y rapporte, ses sondages, ses discours, son entourage, son mode de communication, ses riens, ses moins que riens, ses traversées de rues, son pognon de dingue, sa semaine décisive de tous les dangers, elles sont englouties par les profondeurs du classement. De quoi s'agit-il ? Le distributeur de chaussures à petit prix, filiale du groupe Vivarte en grande difficulté, avait dans un premier temps incité ses caissières à placer des cartes de fidélité aux clients. Un objectif chiffré ambitieux avait même été défini : il fallait parvenir à un pourcentage de 75 % de détenteurs de cartes de fidélité lors du passage en caisse. Carotte pour les clients :

une réduction de 20 % aux détenteurs de la carte lors de leur 5^e passage. Après le 4^e passage, les clients étaient avisés par mail de demander la réduction lors de

l'achat suivant, avertissement que les caissières devaient réitérer verbalement. Mais les objectifs ayant été pulvérisés (6,5 millions de cartes de fidélité ont été distribués), la direction, par mail (reproduit par *le Monde*) a demandé aux caissières «d'oublier» de proposer la réduction aux clients, quitte à s'en excuser si le client s'en apercevait. Bref, la direction a demandé aux caissières leur complicité active dans une escroquerie généralisée aux conditions générales de vente, au préjudice de ses fidèles clients. Sans être fin juriste, il doit bien exister une incrimination pénale pour ça.

Il y aurait de nombreux enseignements à tirer du surprenant classement de ce scoop du *Monde*. D'abord, sur le fond de l'enquête elle-même : ainsi, un Français sur dix serait détenteur d'une carte de fidélité de la Halle. C'est énorme. On peut supposer que certains clients ont peut-être souscrit plusieurs cartes, pour multiplier les réductions. *Le Monde* n'envisage pas cette hypothèse, mais il n'a sans doute pas poussé l'enquête jusque-là. Accessoirement, l'affaire n'a connu aucune suite médiatique. Si le scoop du *Monde*, sur le moment, a été repris par plusieurs médias, tout le monde

semble s'être ensuite désintéressé du sujet, aussi bien en ce qui concerne les suites pour les clients lésés, que pour le directeur commercial lui-même (viré ? promu ?).

L'arrivée de cet article à la 7^e place des articles les plus lus est tout aussi intéressante. Certes, l'affaire concerne un très large public (plusieurs millions de personnes, donc). Mais intuitivement, on penserait que le lectorat CSP + du *Monde* et la clientèle de la Halle ne se recoupent que peu. La Halle n'est pas un annonceur habituel du supplément chic du week-end. De deux choses l'une. Soit cette intuition est fautive, on peut être lecteur du *Monde* «et» client de la Halle, et alors c'est sociologiquement passionnant. Soit le journal, par cette enquête, est allé ici piocher des lecteurs hors de son lectorat habituel. Sans doute ces lecteurs occasionnels y ont-ils été incités par les réseaux sociaux. En toute logique, cela devrait inciter le journal à multiplier ces incursions dans «la France d'en bas», dans cette France des ronds-points, invisible des médias, qui a revêtu des gilets jaunes depuis presque deux mois, justement pour se rendre visible. Preuve est faite que le public existe. ♦

L'ŒIL DE WILLEM



IDÉES/

Au Brésil, «une femme noire ne compte pour rien»

L'écrivaine rwandaise Scholastique Mukasonga revient du Brésil. Elle témoigne de l'ambiance, entre racisme et violence, qui règne dans ce pays où le leader d'extrême droite, Jair Bolsonaro, vient de prendre ses fonctions de chef de l'Etat le 1^{er} janvier.

Pour la seconde fois en moins d'un an, me voilà de retour au Brésil. Je suis invitée au salon du livre de Porto Alegre, puis je dois présenter à São Paulo la traduction d'*Inyenzi ou les cafards: Baratas*, avec mon editrice (éditions Nos), le troisième de mes livres parus au Brésil. Enfin, je dois participer au forum Women of the World, soutenu par le British Council en partenariat avec l'ONG Redes da Maré qui œuvre en faveur des femmes dans les favelas du même nom. J'avais gardé un souvenir ébloui de ma première visite au Brésil tant la ferveur de mes lecteurs pour mes livres

m'avait touchée. Peut-être n'avais-je pas saisi alors la violence de l'abîme qui sépare la richesse ostentatoire de l'extrême pauvreté et du racisme affiché par certains qui gangrènent ce pays pourtant si attachant. La situation politique actuelle a mis à nu ces aspects angoissants. Dès mon arrivée, je suis frappée par l'atmosphère de peur et de violence qui règne. A Porto Alegre, on me recommande aussitôt de ne pas sortir de l'hôtel dès la nuit tombée. Les gangs règnent sur la ville et se disputent les quartiers et les rues. A São Paulo, on réitère avec plus d'insistance encore les avertissements: «Fais extrêmement attention: non seulement tu es une femme, mais de plus tu es une femme noire. Ici, une femme noire ne compte pour rien. Ne serait-ce qu'en voulant traverser une rue, redouble de précautions, une voiture peut foncer sur toi. Elle ne s'arrêtera pas, surtout pas pour une femme noire.»

Dans les conversations, il n'est question que d'agressions contre les Noirs, les homosexuels, les

travestis. São Paulo est une ville immense. On croit ne jamais pouvoir en sortir. Les riches la survolent en hélicoptère mais la misère jonche les trottoirs. Qui sont-ils ces femmes, ces hommes couchés sur le pavé? Ils ne mendient pas. Sans doute n'en ont-ils plus la force. Je me demande avec effroi si je ne viens pas d'enjamber un cadavre. Personne ne semble s'en soucier.

«BLANCHIR» LES FAVELAS

A Rio, il est toujours surprenant de voir la pauvreté sordide des favelas surplomber à y toucher le luxe des palaces d'Ipanema. La conférence de Women of the World à laquelle on m'a demandé de participer a pour sujet les violences faites aux femmes selon l'intitulé: «Violent deaths: dealing with pain in women's daily life». L'intervention qui m'a le plus touchée et émue est celle de Marinete da Silva. Marinete da Silva est la mère de Marielle Franco assassinée à Rio le 14 mars. Femme noire, issue de la favela Complexo da Maré, sociologue diplômée de l'univer-

sité pontificale catholique de Rio, lesbienne, féministe, Marielle est élue, en 2016, conseillère municipale de la ville de Rio sur la liste de coalition formée par le Parti socialiste (PSOL) et le Parti communiste (*Mudar é possível*, «changer est possible»). Elle portait l'espoir des femmes, des jeunes des favelas, de tous ceux qui ne font plus confiance aux institutions politiques face aux assassinats systématiques perpétrés par les gangs aussi bien que par l'armée et la police. Marielle Franco est devenue le symbole de la résistance au régime de terreur qu'annonce le nouveau président élu. Marinete, juriste, est bien décidée à continuer la lutte menée par sa fille contre une politique de violence qui assassine chaque année des dizaines de milliers de jeunes Noirs et à faire éclater la vérité sur son assassinat qu'on veut faire passer pour un simple fait divers comme il y en a tant au Brésil. Mais c'est avant tout une mère. Elle se sent coupable de ne pas avoir accompagné sa fille à la conférence qu'elle devait donner ce soir-là. Mais cela aurait-il

changé quelque chose? Le chauffeur de Marielle a lui aussi été tué. Alors, pourquoi ne l'a-t-elle pas découragée à entrer en politique sachant qu'elle risquait sa vie? Ses engagements pour les droits des femmes, des transgenres, pour l'accès à l'avortement ne suffisaient-ils pas? Je me jette dans les bras de Marinete. Y a-t-il une politique systématique d'assassinat des jeunes hommes noirs dans les favelas? L'accusation est grave. Au cours d'une longue conversation, Gonçalo Evaristo, grande voix de la littérature afro-brésilienne, me confirme que les assassinats sont bien systématiques et ciblés. Elle avance même le terme de génocide. Je pense aussitôt au Rwanda. Je suis inquiète qu'elle emploie ce mot qui me semble devoir être réservé pour une volonté délibérée d'éradication massive d'une population. Gonçalo sait ce qu'elle dit et insiste: il s'agit bien d'un projet de «blanchir» les favelas.

LA FILLE D'IPANEMA

Copacabana, Ipanema, ●●●



Par
**SCHOLASTIQUE
MUKASONGA**



T. DE CORDAY

Ecrivaine



●●● des noms qui font rêver. Aujourd'hui, il pleut sur Copacabana, sur Ipanema. C'est normal, c'est la saison. Je chantonne la célèbre bossa nova *The Girl From Ipanema* : «*The girl from Ipanema goes walking / When she walks, she's like samba.*»

Mais je sais aussi qu'il peut être dangereux de se promener sur la plage. Lors de mon précédent voyage, j'avais commis l'imprudence de ne pas me séparer de mon indispensable compagnon : mon sac à main. Je fus bientôt suivi de près par trois hommes qui manifestement avaient repéré mon précieux bagage. J'eus le bon réflexe de me jeter dans un taxi. Le chauffeur me fit comprendre en me montrant mon sac combien grande avait été mon imprudence. Je regarde autour de moi : c'est bizarre les femmes ne portent pas de sac. Ici, Louis Vuitton ferait faillite. Je croise un groupe d'évangéliques tonitrueux. Ils hurlent le nom de Jésus qui «sauve». Les doctrines fondamentalistes et réactionnaires de ces néopentecôtistes m'effraient. En Afrique

J'avais toujours rêvé le Brésil comme le pays heureux de tous les métissages, de toutes les mixités. Et pourtant, tout cela n'est sans doute qu'une belle illusion.

aussi, elles inspirent les législations les plus répressives contre les libertés individuelles. Le Rwanda a heureusement réagi en fermant quelques temples desservis par des pasteurs et autres prophètes autoproclamés. Une toute petite fille (je suis incapable de lui donner un âge, peut-être 3 ans) s'approche pour me vendre un paquet de chewing-gums. Je suis frappée par son visage vide de toute expression. Moi aussi au même âge, sur le marché de Nyamata, je vendais mes cornets de cacahuètes. Je lui achète donc ses chewing-gums. Un homme qui tient non loin une petite boutique, un «lolo» comme on dirait aux Antilles, vient vers moi et m'interpelle en français : «*Ce n'est pas bien ce que vous avez fait là, l'argent que vous avez*

donné à cette gosse, ce n'est pas pour elle, c'est pour sa mère que vous voyez là-bas. C'est pour acheter sa drogue. Pourtant, l'Etat s'occupe de ces enfants. Mais les mères viennent les récupérer pour les remettre à mendier dans les rues.» L'homme m'explique qu'il est libanais, que son épouse est noire, il me la présente, il habite une favela, mais il est pour la manière forte, il est pour la stérilisation des drogués, hommes et femmes, surtout les femmes. Le populisme suprémaciste blanc de Bolsonaro a trouvé aussi ses partisans dans les favelas.

IEMANJÀ ET LA MER

J'avais toujours rêvé le Brésil comme le pays heureux de tous les métissages, de toutes les mixités. Et le spectacle de cette rue de

Le portrait de Marielle Franco, la conseillère municipale de Rio assassinée le 14 mars, sur un mur de São Paulo, le 28 novembre. PHOTO SEBASTIÃO MOREIRA. EFE. SIPA

Rio que je contemple en savourant un verre de caipirinha semble me le confirmer : toutes les nuances de couleur de peau s'y croisent, toutes les possibilités de couples entre êtres humains s'y rencontrent. Vous souhaitez qu'un tel métissage, qu'une telle liberté de comportements deviennent universels. Et pourtant, tout cela n'est sans doute qu'une belle illusion. Les nuances de couleurs sont aussi une hiérarchie et cela même à l'intérieur des familles : ceux qui sont moins foncés se sentent moins menacés, du moins pour l'instant. Les inégalités sociales se fondent en premier lieu sur le racisme issu de l'esclavage qui ne fut aboli au Brésil qu'en 1888. L'élection remportée par Bolsonaro excite toutes les violences, le Brésil va-t-il sombrer dans une dictature plus sombre encore que toutes celles qu'il a déjà connues ? Mon compagnon et guide veut me rassurer : «*Regarde dans la rue, à la plage, cette foule bariolée, elle continuera à vivre comme elle le fait aujourd'hui. Comment changer la joie de vivre de tout un peuple !*»

Je voudrais partager ce bel optimisme et moi qui ne crois plus guère en l'au-delà, ni en ses anges, ni en ses saints, ni en ses esprits, je me retourne pourtant vers la statuette de Iemanjá que j'ai achetée sur un marché de São Paulo. Iemanjá, c'est une orixa du candomblé, le culte afro-brésilien transmis de la «Mère Afrique» au travers des horreurs de l'esclavage. C'est une déesse de la mer. Ma déesse à moi a les seins nus, elle est vêtue d'une longue jupe bleue scintillante retenue par une ceinture de cauris. De ses bras tendus, elle déploie derrière elle, comme la cape d'une madone, un filet de pêcheur aux mailles dorées constellées d'étoiles de mer. C'est pour célébrer cette déesse secourable que la nuit du Nouvel An, les Cariocas allument des bougies sur la plage de Copacabana. A minuit, les porteurs d'offrandes s'avancent dans la mer aussi loin qu'ils le peuvent pour y jeter leurs *panelas*, de frêles corbeilles de pailles chargées de fleurs et qui contiennent les présents qui accompagnent les vœux des fidèles. Si Iemanjá les accepte, l'océan les engloutit, si elle les refuse, ils sont rejetés sur le rivage. Puisse Iemanjá accepter le mien : que les Brésiliens puisent dans leurs racines africaines et amérindiennes les forces de résister à la barbarie qui menace leur si beau pays. ◆

carnet

DÉCÈS

Claudine et Daniel Karlin, Catherine Moinot et Gilles Schlessier, Martine Moinot, Gilles Moinot et François Pommier, Marianne Moinot et Brigitte Cavadias, ses enfants et leurs conjoints

Élise et Jean-François, Mélanie, Céleste et Bonz, Clémentine et Lionel, Nicolás, David et Leticia, Diego et Lolo, ses petits-enfants et leurs conjoints

Raphaël, Lila, Joséphine, Colin, Rose, Caleb, Madeleine, William, Sofia, Nicolás, Beatriz, Miguel, Octavio et Umberto ses arrière-petits-enfants

ont le très grand chagrin de vous faire part de la mort de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère

Madeleine Moinot née Sarrailh,

Chevalier de la Légion d'honneur, dans sa 98ème année.

Elle sera enterrée dans l'intimité familiale au côté de son mari Pierre Moinot, de l'Académie française, au cimetière de Salernes.

Une cérémonie aura lieu le mercredi 9 janvier 2019 à 15h au centre Pan-Piper, 2-4 impasse Lamier, 75 011 Paris



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et insertions la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes : 153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl. abonnée et associations : -10%
Tél. 01 87 39 84 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00

carnet-libe@teamedia.fr
La reproduction de nos petites annonces est interdite

En concert lors de l'émission *Thank Your Lucky Stars*, sur ITV, au milieu des années 60.

DAVID REDFERN. GETTY

The Kinks
en 1968, avec
Ray Davies
debout. PHOTO
BARRIE WENTZELL



THE KINKS

Un «Village Green» toujours vert

En 1968, lors de l'entrée du Royaume-Uni dans l'Europe, Ray Davies et son groupe sortaient un chef-d'œuvre au charme désuet, à rebours des envolées psyché de l'époque. Echec commercial devenu trésor national, l'album est réédité cinquante ans plus tard, en plein Brexit, dans un majestueux coffret.

Par
CHRISTOPHE CONTE

A la faveur de sa ressortie en fin d'année dernière, le sixième album des Kinks a décroché un disque d'or en Angleterre. *The Kinks Are the Village Green Preservation Society*, cinquante ans après la bataille, a donc enfin dépassé les 100 000 ventes, dans un royaume où les amateurs de pop et les musiciens dans leur ensemble le considèrent, à juste titre, comme un trésor national. Le temps a donc fait son (chef-d')œuvre et comblé le cœur sensible de Ray Davies, qui avait dévoilé pour l'occasion un inédit justement baptisé *Time Song*. La chanson, une ballade douce-amère (pléonasme kinksien), ne date pourtant pas de 1968, comme l'album célébré, mais de 1973. Elle fut composée à l'occasion de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, exhalant le même parfum de résignation et de nostalgie camphrée que les quinze vignettes parues cinq ans plus tôt.

DÉCALAGE TOTAL

L'ironie étant l'un des traits que le leader des Kinks manie avec la même délicatesse que son art mélodique, celle du calendrier a fait les choses en grand en carambolant la réédition de *Village Green* avec la mise en place du Brexit, offrant à ce disque suranné depuis toujours sa première véritable résonance avec l'actualité. Interrogé sur ce hasard cocasse, Ray Davies, qui n'est plus depuis longtemps le chroniqueur affûté des ater-



CULTURE/

à cette appétence du public anglais pour ses valeurs éternelles, à peine troublées d'un nuage de lait douceâtre et mortifère. Mais ce qui a marché un an plus tôt pour les Beatles (les références au vieux music-hall, les cartes-postales souvenirs, les carrousels de fêtes joués au mellotron et les portraits attendris d'une Angleterre de porcelaine) va se réléver une nouvelle impasse pour les auteurs de *Dead End Street*. Le monde s'est métamorphosé en 1968 et Ray Davies n'a rien vu venir avec ses histoires de «*préservation du terrain municipal*», portant seul sur ses épaules des regrets que personne n'éprouve, en tout cas parmi la jeunesse euphorique et insurgée du moment.

BOÎTE DE TOFFEES

Philatéliste en velours côtelé perdu au milieu des gobeurs de LSD, son génie littéraire d'observateur des provinces désuètes et des romances du coin de la rue ne sera reconnu à sa juste valeur que bien des années plus tard. Quant à la majesté musicale des Kinks, bien que les trois autres soient ici relégués au second plan, c'est toujours en commençant par ce disque qu'il en sera fait la démonstration. Pete Townshend en personne s'est fendu d'un texte dans la nouvelle édition, le guitariste et cerveau nucléaire des Who classant l'album parmi ses trois préférés de tous les temps: «*Il n'y a pas de hits sur TVGPS, dit-il, mais pour moi chaque chanson est un bijou, un joyau, une parfaite photographie de pop music.*» Et Townshend, qui s'apprêtait à l'époque à dévoiler le très pesant et prétentieux *Tommy*, de louer la simplicité de Ray Davies qui ne passe pas «*trois jours en studio pour trouver un super son de batterie ou un son de clavier planant*» mais se contente de laisser parler un naturel en phase avec son sujet.

Produit par Davies lui-même, *Village Green* n'est certes pas un monument d'esbroufe musicale, et si son charme a passé l'épreuve des années, ce n'est pas simplement parce qu'il sonnait déjà un peu daté à l'époque, mais parce que les chansons font vibrer une corde universellement sensible, celle de l'enfance immaculée et du temps perdu. Avec son super-héros (*Johnny Thunder*), ses trains à vapeur (*Last of the Steam-Powered Trains*), ses albums photos sépia pour égayer les dimanches de pluie (*Picture Book*) et bien d'autres instantanés chopés dans la littérature (*Animal Farm* de Orwell) ou la féerie des dessins animés (*Phenomenal Cat* pourrait figurer dans un Disney), Davies assume avec un certain délice ce rôle de conteur des places de village au lieu de donner le change aux «*dedicated followers of fashion*» de Carnaby Street. Les orchestrations de David Whitaker (sur la merveilleuse chanson *Village Green* et sur *Animal Farm*), les rubans magiques du mellotron et les claviers de toutes formes joués par Nick Hopkins (clavecins,

pianos-punaises, orgues) font néanmoins de cet album la boîte de toffees dans laquelle ont pioché des générations de groupes pop anglais, de XTC à Blur en passant par Madness ou Squeeze.

Pour ce cinquantenaire dignement fêté, on retrouve l'album en divers formats, dont un opulent coffret composé de deux versions vinyles, de 45 tours sortis à la même époque et de pas moins de 174 titres (mono, stéréo, prises alternatives, live à la BBC...) répartis sur cinq CD. De quoi admirer sous toutes les coutures le travail d'un orfèvre comme l'Angleterre n'en compta pas des dizaines. La morale mélancolique de cet album boudé par ses contemporains est que l'herbe est toujours plus verte ailleurs, au besoin dans un passé mythifié qui n'existe qu'à travers des souvenirs infusés par la peur de l'avenir. Les partisans du Brexit devraient sans doute en méditer la leçon. ♦

THE KINKS ARE THE VILLAGE GREEN PRESERVATION SOCIETY
Coffret du 50^e anniversaire
en édition Deluxe (BMG).



moielements british, s'est contenté de comparer ce choc politique à la chute du mur de Berlin, sans que l'on sache très bien s'il considérait l'événement comme un drame ou un soulagement. Telle est également l'ambiguïté qui plane depuis un demi-siècle sur son *Village Green*, alternativement perçu comme un manifeste protectionniste d'une Grande-Bretagne alors en souffrance identitaire ou au contraire comme un insidieux flot de moqueries déversé sur les conservatismes et les rigidités de l'époque. L'album suivant, plus explicitement titré *Arthur (Or the Decline and Fall of the British Empire)*, aurait tendance à accréditer la seconde thèse, mais le doute persiste autour de *Village Green*, en raison notamment de la personnalité fragile de Davies durant ces années de déveine commerciale persistante et d'avaries en tout genre.

En 1968, Ray Davies n'a que 24 ans, mais il paraît déjà vieux et accablé, contrairement à ses amis rock stars (Lennon, Macca, Pete Townshend ou Mick Jagger) qui vivent alors une épiphanie artistique de chaque instant et accèdent en temps réel au statut de demi-dieux électriques et érotiques. Interdits de séjour aux Etats-Unis depuis trois ans par l'American Federation of Musicians, en raison d'insensées accusations de violences, les Kinks ont vu fondre le capital de leurs premiers singles, les percutants *You Really Got Me*

et *All Day and All of the Night*, en devenant les refoulés de la British Invasion. Repliés sur l'Angleterre et une partie de l'Europe, qu'ils régaler un temps de leurs ballades romantiques (*Sunny Afternoon* et *Waterloo Sunset*), les quatre mousquetaires de Muswell Hill, au nord de Londres, perdent vite du terrain sur la concurrence et enchaînent les échecs à une époque, celle de *Sgt. Pepper*, où la pop anglaise à enluminures baroques domine pourtant le monde.

NOUVELLE IMPASSE

Jeune père de famille peu porté sur le trousseage de groupies (il se portaitrait en éternel coincé victorien dans sa récente autobiographie, *Americana*), Ray Davies admire en outre Walt Disney et les vies tranquilles des quidams anglais de son enfance. Pour ce qu'il envisage dans un premier temps comme un album solo, il écrit donc à la charnière des années 1967-1968 une série de chansons en décalage total avec la frénésie psychédélique et ses aspirations cosmiques. *I'm Not Like Everybody Else*, chantait-il en 1965, et il faut prendre l'affirmation au sérieux, tout comme le déjà nostalgique *Where Have All the Good Times Gone* de la même année.

Encouragé sans doute par McCartney, qui a piqué la même veine avec *The Fool on the Hill*, *Penny Lane* ou *When I'm Sixty-Four*, Davies croit fermement

ANALYSE



Ventes exceptionnelles

le mercredi 9 janvier 2019, de 9 heures à 20h30
et le jeudi 10 janvier, de 9 heures à 18 heures

PALAIS DES CONGRÈS
2 PLACE DE LA PORTE MAILLOT, PARIS 17^e
(HALL NEUILLY)

ENTRÉE LIBRE

N° d'enregistrement de la déclaration préalable auprès de la Mairie de Paris : 18-2937
Hermès Sellier – SAS – Capital : 4976000 Euros
Siège Social : 24 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris – 696 520 410 RCS Paris

CULTURE/

MUSIQUES

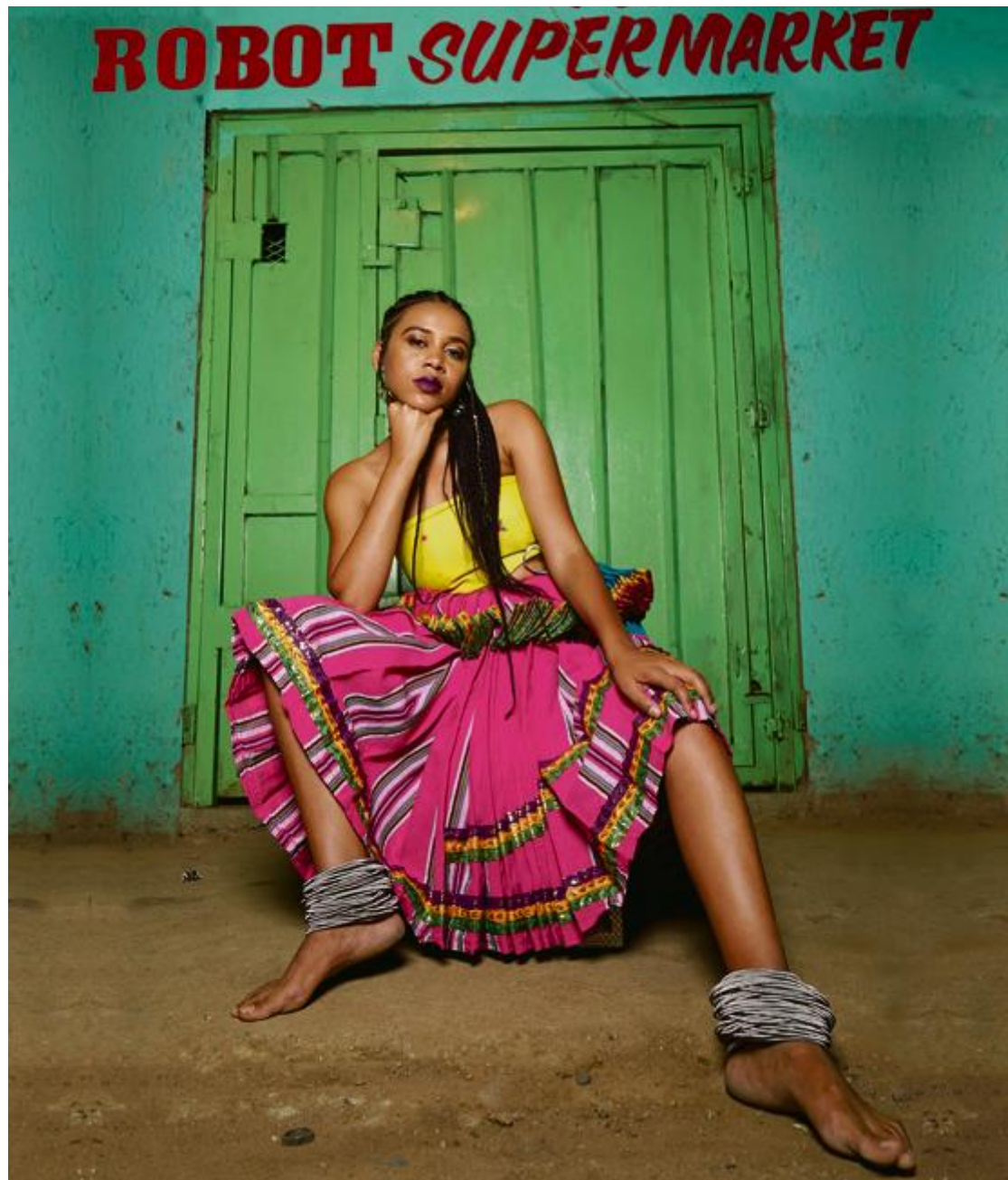
Native du Limpopo, la rappeuse sud-africaine chante en xitsonga et en swahili, lâchant son flow saccadé sur les rythmes synthétiques d'un style musical qui fait fureur à Durban.

C'est comme si, en quelques mois, une nappe de métal avait noyé la musique sud-africaine sous son épaisseur chromée. Un tsunami synthétique qui tire sa source dans les townships et autoradios des taxis de Durban, troisième ville d'Afrique du Sud, et qui rappelle, par ses sons glacés et ses polyrythmies martiales, le grand coup de froid survenu dans l'underground rave britannique au début des années 90. Plus qu'aucun autre sous-genre de house né sur le territoire sud-africain (*kwaito*, *digital maskandi*), le *gqom*, ainsi surnommé pour imiter, avec les consonnes des langues zulu et xhosa, le son d'une goutte d'eau sur la peau d'une percussion, passionne loin des frontières de son pays d'origine, et plus particulièrement au Royaume-Uni, où le déhanchement sur nappes dystopiques est un sport national depuis deux décennies.

DJ Lag, producteur star qui s'est fait connaître en 2017 avec un mini-album distribué gratuitement via WhatsApp, aurait reçu des propositions de labels londoniens alors qu'il était encore au lycée ; quant à Kode9, manager du label Hyperdub et premier importateur en Europe d'une autre musique de danse démente, le footwork de Chicago, il ne tarit pas d'éloges sur une musique dont il compare les effets sur le corps et l'esprit au fait de «*se retrouver suspendu au-dessus du champ gravitationnel d'un trou noir*».

Avant-gardisme. Sho Madjozi, artiste de 26 ans aux idées longues (poésie, photographie, stylisme) et installée à Johannesburg, à 600 kilomètres au nord de Durban, n'est pas à proprement parler une pionnière de la scène, mais elle a déboulé dans la pop africaine avec des morceaux qui doivent beaucoup à ses pionniers : *Ngiyashisa Bhe*, avec le rappeur Okmalumkoolkat, était un véritable hymne au genre («*In the beginning there was gqom*») et *Dumi Hi Phone*, son premier hit produit par le collectif PS DJZ, en portait crânement les attributs, du minimalisme hardcore des mélodies à la profusion des percussions électroniques.

Là où la jeune chanteuse se distingue immédiatement, c'est dans son flow et ses langages de choix, le



Maya Wegerif, alias Sho Madjozi, fière de ses racines et néo-panafricaniste engagée. GARTH VON GLEHN

Sho Madjozi, gqom de bien entendu

swahili et le xitsonga, la langue de son ethnie et de sa région natale du Limpopo, dans le nord-est du pays. Ce mélange d'avant-gardisme sonique et de polyglottisme est le contraire d'une évidence, à la fois parce que le *gqom* reste un phénomène local et qu'une chanson comme *Huku*, tube en swahili certifié par des millions de vues sur YouTube dans nombre de pays d'Afrique de l'Est, est plus facilement

compréhensible pour les Kényans que les Sud-Africains. De fait, Sho Madjozi est à la fois une Tsonga fière de ses racines et une néo-panafricaniste engagée. Méritée née de l'union d'une «*belle de village*» et d'un Blanc parlant couramment le xitsonga qui l'ont prénommée en hommage à Maya Angelou, Maya Wegerif a quitté le Limpopo dès l'enfance pour Dar es Salaam (Tanzanie), avant de dé-

ménager au Sénégal pour apprendre le français, puis d'entamer des études à l'université Mount Holyoke, dans le Massachusetts. Là, elle est devenue poète très politique sous le nom Maya the Poet (des vidéos traînent sur YouTube qui la montrent performer en américain, piquante et furieuse). De retour en Afrique du Sud pour boucler son cursus universitaire, Wegerif est entrée dans la pop *mzansi* (sud-afri-

caine) comme parolière, pour gagner un peu d'argent. C'est Okmalumkoolkat, à qui elle avait proposé ses services, qui l'a encouragée à se lancer comme la première rappeuse millennial de la nation tsonga. Devenue star en moins d'un an (elle est aussi actrice dans un *soap opera* très suivi en Afrique du Sud), elle livre un album à l'image de son parcours et de son métissage, à la fois gorgé de régionalisme engagé et bigarré au maximum pour voyager partout, telles ces scies afrobeats nigérianes qui font fureur dans toute l'Afrique et plus loin encore, si affinités.

Nouvelle venue. Cette double ambition est lisible à la fois dans le titre du disque (*Limpopo Champions League*) et dans la référence au blockbuster américain *Black Panther* dans *Wakanda Forever*, hymne panafricaniste bon enfant où Madjozi croise les rimes en *broken english* avec le rappeur nigérian Ycee. A l'occasion, la rappeuse s'autorise aussi des égarements en terrain tropical house Auto-Tunée (*Don't Tell Me What to Do*), rap'n'b à la mode (*Going Down*) ou *mbaqanga*, cette musique zulu popularisée en Occident dans les années 80 par le *Graceland* de Paul Simon (sur *I Mean That*). Mais c'est quand elle mélange au plus près de ses racines que Sho Madjozi fait mouche. Outre le *gqom*, dont les beats à combustion lente habillent les morceaux de l'album aux deux tiers, la Sud-Africaine fait un sort réjouissant au *shangaan electro*, ce genre tradi et futuriste à la fois, né dans les quartiers tsonga de Soweto et dont on a beaucoup entendu parler en Occident il y a quelques années à la faveur de plusieurs compilations des productions de Richard Mthethwa, alias Nozinja. Notamment appuyée par le producteur star Benny Mayengani, Madjozi y coule son flow et ses pas de danse *xilebani* (danse traditionnelle du Limpopo) comme une évidence, tout en dilatant considérablement son potentiel commercial. C'est là, en tirant un trait entre le micro (son village natal, le tsonga, l'underground électronique de Durban) et le macro (la pop africaine en entier) que cette nouvelle venue aux talents diversement indécents fait pop et propulse *Limpopo Champions League* jusqu'à nous – un scud missionnaire épatant, prêt à répandre la culture shangaan et l'avant-garde électronique jusqu'à Houston ou Château-Rouge.

OLIVIER LAMM

SHO MADJOZI
LIMPOPO CHAMPIONS LEAGUE
(Flourish and Multiply).



Outre Rosalía,
Refree a produit
les chanteuses
Rocío Márquez
et Silvia Pérez Cruz.
PHOTO M. MATENCIO

Refree, le flamenco bien rafraîchi

Producteur du premier album de Rosalía, le guitariste catalan Raül Fernández Miró réunit sur «La Otra Mitad» quinze titres expérimentaux assortis de chants trafiqués.

Une voix d'enfant qui surgit, suivie d'une guitare qui égrène fiévreusement les notes. Et puis, au thème d'après, un chant comme immanent, tel un mirage ambient irradié par un entrelacs de cordes trafiquées, d'effets en mode delay... A l'heure où le monde de la pop culture célèbre le flamenco «relooké» de Rosalía (Libération du 5 novembre), ce disque pourrait bien être tout à la fois le subtil antidote et le parfait complément d'*El Mal Querer*. En tout cas, il en possède le même potentiel de détestation ou d'adoration, selon ce que l'on entend par tradition. «*Les orthodoxes ne se reconnaîtront pas dans mon approche. Et c'est tant mieux, car ce serait un vrai malentendu que de penser que je me situe dans cette esthétique, telle que les puristes la définissent. Il y a eu beaucoup de chefs-d'œuvre dont je serais bien incapable de reproduire le moindre note. Il m'a juste fallu trouver ma propre voie, ma corde*», confesse Raül Fernández Miró, alias Refree, qui fut aux manettes de *Los Angeles*, premier album déjà hérétique de la future égérie rétrofuturiste.

«**Abstractions.**» Guitariste féru d'expérimentations plutôt post-rock, le Barcelonais n'en est plus à son coup d'essai en la matière. Cet intime de Pepe Habichuela, référence majuscule du flamenco à l'ancienne, a produit le détonnant *Niño de Elche*, mais aussi Rocío Márquez et Silvia Pérez Cruz, autant de voix qui brillent au firmament. «*Toutes ces collaborations m'ont permis de comprendre le placement rythmique, le sens mélodique, d'une musique que je cherche à adapter à mon univers.*» Ses intimes réflexions le mèneront à cette introspection en solitaire, quinze titres qui interrogent tout autant la quintessence même du flamenco qu'ils échappent à toute tentative de classifica-

tion esthétique. Cette paradoxale dualité génère la féconde ambiguïté d'un objet qui ne ressemble à rien tout en faisant songer à beaucoup.

La Otra Mitad n'est d'ailleurs pas sans rappeler à certains instants le magnifique *Jesus' Blood Never Failed Me Yet*, que Gavin Bryars avait composé à partir de voix de sans-abris pour un documentaire. Dans le cas de Refree, il s'agit d'amateurs figurant au générique d'*Entre Dos Aguas*, film d'Isaki Lacuesta dont il a signé la bande originale. «*J'ai assisté au tournage, pour m'imprégner de l'atmosphère. J'ai pu entendre des chants nus, pas destinés à être enregistrés, à partir desquels j'ai recomposé des mélodies. J'ai appliqué la même méthode avec les voix de Rocío Márquez ou de Niño de Elche : j'ai coupé et découpé des phrases, des mots, changé le pitch, modifié les textures, et au bout du compte, ces chansons sont des espèces d'abstractions où le focus a été mis sur le son plus que le sens, pour créer une émotion débarrassée de toute explication rationnelle.*»

Mélancolie. A ces voix, le laborantin redonne ainsi une seconde vie, surnaturelle et viscérale, les accompagnant d'un jeu de guitare qui rappelle les sublimes imperfections de Marc Ribot sur *Don't Blame Me*, ou encore les évidentes errances de Neil Young pour *Dead Man*, la référence de Lacuesta. Finalement, cet assemblage composite (compilation de deux mini-albums qu'il avait enregistrés, l'un en guitare solo et le second en BO) se révèle des plus cohérents : tel un éternel blues né dans les home studios de Detroit, il est irrigué de bout en bout par une mélancolie du futur, qui fait écho à un passé pas si lointain, celui d'une fragile humanité que les experts de la virtuosité, hissés en héros du flamenco, se sont chargés d'effacer à la vitesse que l'on sait. Et si tant est qu'on prenne le temps, ce sont de tels fantômes qui hantent ce fantastique recueil, dont le titre, «autre moitié», pourrait bien être synonyme de face cachée.

JACQUES DENIS

REFREE LA OTRA MITAD
(Tak:til/Glitterbeat/Differ-Ant).

Farai, à rage déployée

La Londonienne d'origine zimbabwéenne sort «Rebirth», premier album fiévreux où elle se fait le porte-voix des plus démunis.

«**T**heresa May, sais-tu ce que ça fait de compter les jours et les heures jusqu'au jour de paie ?» toast Farai sur le titre *This Is England* de son premier album, *Rebirth*, paru fin novembre sur Big Dada, le label de Kate Tempest, Roots Manuva et Young Fathers. Sa puissance post-punk et sa verve politique pourraient tomber dans de bonnes oreilles et être une BO adéquate en cette période de dégagisme qui ne s'est pas arrêtée au seuil de 2019. L'album s'ouvre sur une révérence tordue à celle qu'elle appelle successivement Lazy/Lizzie/Eli-zabeth, qu'elle assaille d'un *God Bless the Queen* avec la rage des working class et autres invisibles dont elle se fait le mégaphone, amplifiant les stridences de l'ambiance urbaine qu'elle pratique au quotidien. D'origine zimbabwéenne, où elle a vécu ses premières années, celle qui se présentait dans des lectures sous le nom de Farai Bukowski-Bouquet vient forer de sa voix perçante dans la société britannique, mobilisant toute la richesse de la musique contestataire, qu'elle soit née sous l'Union Jack ou de la grogne des Afro-Américains bien avant elle. «*We've got to do something to save the children/ Soon it will be their turn to try and save the world*», scandait l'Américain Gil Scott-Heron en 1971, dont la musicalité des messages semble avoir aussi nourri la poétesse anglaise. Avant *Kisswell*, son premier EP paru en 2017 sur Non Worldwide, plateforme transcontinentale donnant la parole à des ar-

tistes de la diaspora africaine, ses mots n'avaient pourtant presque jamais décollé du papier. Imbibée du South East London, territoire *grime* qui l'a vue grandir, elle a trouvé avec le producteur Basil Anthony Harewood, dit TØNE, comment tenir son public sur la longueur, à partir d'un simple kit de survie : guitare fauchée et synthés aux grincements de l'au-delà. TØNE est plutôt bien équipé en synthés analogiques dans son studio londonien, qu'il partage avec Mica Levi de Micachu, laquelle a l'an passé accompagné et sublimé le premier album de Tirzah, qui serait le pendant intime et apaisant de ce *Rebirth*, violent coup de Taser dans l'inconscience collective. Marc Pell, batteur de Micachu & The Shapes, donne quant à lui le pouls de l'album à la batterie. Sur *Love Disease*, les trois installent une frénésie proche du *Ghost Rider* de Suicide, où Farai martèle

«*I'm a rough rider*», bien déterminée à ne pas rester qu'une ombre. Des plaques tectoniques sous les talons, ils font danser les mots avec une intensité presque insoutenable. Lapidaire quand elle énumère les «*social butterflies*» du passé ou les *rich kids* et leurs problèmes, elle se fait la voix des *commoners* sur *Punk Champagne*. Ivre de sa propre ironie grinçante, sa voix se déforme parfois et s'envole comme un ballon d'hélium mal noué, capable de péter des fusibles comme d'user de la chaleur de son timbre naturel. La dark wave de *Secret Gardens*, exutoire promis aux dancefloors, raconte, elle, le deal et les échappées acides des gamins les moins bien lotis de Londres, et peut toucher autant ceux qui flottent que ceux qui sont forcés d'atterrir.

CHARLINE
LECARPENTIER

FARAI
REBIRTH (Big Dada).

À l'Institut du monde arabe

Chaque Jeudi à 19h *

l'Ima vous invite à assister à ses débats en résonance avec le monde arabe

*Accès libre dans la limite des places disponibles

<p>10 janvier 2019 Qui a peur de la langue arabe ?</p> <p>17 janvier 2019 Ibn Arabi dans tous ses éclats À l'occasion de la parution d'une nouvelle traduction des Cinq Piliers de l'islam par Abdallah Penot (i éditions, nov. 2018), retour sur l'enseignement d'une des plus grandes figures de la mystique musulmane : Ibn Arabi</p> <p>24 janvier 2019 La fabrique de la radicalité À l'occasion de l'ouvrage de Laurent Bonelli et Fabien Carrié (éd. du Seuil)</p> <p>31 janvier 2019 Les Rendez-vous de l'actualité En partenariat avec Le Collège de France, l'AFP et l'iReMMo</p> <p>7 février 2019 Quel islam voulons-nous ?</p> <p>14 février 2019 Maghreb : Les migrants entre hospitalité et hostilité</p>	<p>21 février 2019 L'invitée du trimestre, Sylvie Brunel Routes de la soie et développement durable</p> <p>28 février 2019 Les Rendez-vous de l'actualité En partenariat avec Le Collège de France, l'AFP et l'iReMMo</p> <p>7 mars 2019 Maghreb : L'héritage à l'épreuve de l'égalité</p> <p>14 mars 2019 Dans la tête de Bachar al-Assad À l'occasion de l'ouvrage de Subhi Hadidi, Ziad Majed et Farouk Mardam-Bey (éd. Actes Sud)</p> <p>21 mars 2019 La francophonie au Moyen-Orient, soutien à la formation et à la citoyenneté En partenariat avec L'Œuvre d'Orient et le quotidien L'Orient-Le Jour</p> <p>28 mars 2019 Les Rendez-vous de l'actualité En partenariat avec Le Collège de France, l'AFP et l'iReMMo</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

INFORMATIONS
01 40 51 38 14
www.imarabe.org

La tache

Eric Brion «Porc» initial, «balancé» par Sandra Muller, l'ex-directeur d'Equidia, quitté par ses clients et sa compagne, porte plainte pour reconquérir son honneur.



Avertissement précautionneux. J'ai rédigé, voici quelques semaines, le portrait de l'initiatrice du hashtag #Balancetonporc, Sandra Muller. Il m'a semblé intéressant d'aller voir qui était le premier mis en cause.

Versions contradictoires ? Mai 2012, Festival de Cannes. Eméché, Eric Brion lance à Sandra Muller : «*Tu es brune, tu as de gros seins, tu es mon type de femme.*» Celle-ci a un mouvement de recul. Devant cette fin de non-recevoir, Brion s'éloigne, tout en fanfaronnant : «*Domage, je t'aurais fait jouir toute la nuit.*» Le lendemain, il s'excuse par SMS. Muller dirige une lettre d'information sur l'audiovisuel. Brion est alors à la tête de la chaîne Equidia. Ils se tutoient. Brion est une source et un interlocuteur pour Muller. Il fera valoir qu'ils n'ont jamais travaillé ensemble, ni entretenu aucune relation hiérarchique. Elle indiquera qu'elle est dépendante de lui car c'est un informateur et un client. Octobre 2017, à l'aube de #MeToo, Muller appelle à dénoncer les harceleurs et à lever leur anonymat. Pour l'exemple, elle «balance» Brion. Depuis, Muller est devenue une héroïne de la cause, fêtée comme lanceuse d'alerte, reçue par Macron. Brion, lui, a vu

sa compagne le quitter et son chiffre d'affaires «être divisé par 2,5». S'il reconnaît sa «goujaterie», il réfute tout harcèlement. Et porte plainte pour diffamation, alors qu'elle avait accepté ses excuses et qu'elle pensait l'affaire close.

D'où vient-il ? La famille Brion témoigne de l'ascension sociale sur trois générations. Les grands-parents sont ouvriers. L'un construisait des chalutiers à Cherbourg. L'autre, des voitures Renault à Flins. Les parents sont enseignants. L'une de français, l'autre de musique avant de devenir proviseur. Politiquement, la tradition maison penche

plutôt à gauche, quand Brion reste muet sur le sujet, ne voulant pas se compliquer l'existence plus avant. Bon élève, ce fan des Smiths entame une prépa littéraire à Sceaux. Il s'en souvient comme d'un moment fondateur où l'intellect flamboie et l'amitié rougeoit. Après avoir raté Normale sup, il bifurque vers des études d'histoire, tout en manifestant contre la loi Devaquet. «*Par le hasard des rencontres*», il intègre le monde de la télé, côté équipes de direction. Il passe par LCI, AB, France Télé. Après Planète Thalassa, ce cuisinier d'occasion participe au lancement de Gourmet Télé. Enfin, ce Nor-

mand, qui a toujours vu les siens faire leur tiercé, prend les rênes d'Equidia et dirige bientôt 125 personnes. Quand il quitte la chaîne du PMU «*sur un désaccord stratégique*», ce passionné de dressage équestre choisit pour emblème de son agence, Sleipnir, le cheval viking à huit jambes.

«Porc» ? Cet après-midi d'octobre 2017, le quinquagenaire gonfle des ballons pour l'anniversaire de sa cadette. Quand les réseaux sociaux commencent à lui faire la peau, il peine à réaliser. Il pense que ça va se calmer, tente de joindre sans succès Sandra Muller. Il se souvient : «*Au début, on est sidéré. On s'en prend plein la gueule sans savoir quoi faire.*» Ensuite, ce n'est qu'une longue dégringolade. Les injures et les menaces prospèrent. Ses clients le laissent en rade. Les emplois auxquels il pourrait postuler lui passent sous le nez. Il n'est plus invité nulle part. Il vit «*une véritable mort sociale*». En accord avec son ex-femme, il évite de réagir pour protéger ses filles. L'aînée étudie à l'étranger mais la plus jeune est encore au collège et n'échappera pas à l'opprobre des cours d'école. Afin de replâtrer un honneur craquelé, il finit par décider d'aller en justice. Il dit : «*Je me bats aussi pour prouver à mes enfants et petits-enfants que je ne suis pas un porc.*»

Son année 2018 est particulière. Le téléphone ne sonne plus. Désœuvré, il soigne ses angoisses entre psy et chimie. Il prend dix kilos. Il était vibrionnant, speedé. Il devient d'un calme enveloppant, d'une lenteur rêveuse. Il relit *la Tache* de Roth et découvre *le Lambeau* de Lançon. Il en dit : «*Ça m'a permis de relativiser. Moi, je ne me suis pas pris une balle dans la mâchoire.*» Au cas où la débîne se poursuivrait, il réduit la voilure. Il louait un 125 m² dans le XVII^e arrondissement de Paris, il déménage pour un 90 m². Il pioche dans ses indemnités de licenciement pour compenser ses pertes de revenus. Il peut encore tenir quelques mois, dans l'attente que l'orage passe et que ses donneurs d'ordre habituels consentent à le faire sortir du bois. Voici peu, une chaîne d'envergure, dont il préfère taire le nom, lui a confié une mission.

Pro-#MeToo ? Le paradoxe veut qu'il soutienne #MeToo et soit «*favorable à la prise de parole des femmes*». Un journaliste rappelle comment Brion, qui venait de prendre la tête d'Equidia en 2003, a viré sans barguigner un rédacteur en chef qui la harcelait. Les gens de télé décrivent leur collègue comme un «*type agréable, peu clivant, qui ne mérite pas ce qui lui arrive*».

Lui n'en revient toujours pas de cet engrenage qui l'a broyé. Il apprécie Coluche et Bedos, mais n'a rien d'un provocateur, ni d'une grande gueule. Un copain le décrit comme «*un charmeur un peu coureur, assez cash mais jamais insistant, ni agressif*». Rationnel, Brion essaie de comprendre. Il se définit comme «*la cible idéale : homme blanc de plus de 50 ans, ancien patron*». Il convoque René Girard et ses thèses sur les boucs émissaires. La parano le gagne parfois quand il suspecte son accusatrice de l'avoir artillé car il était affaibli par son départ d'Equidia. Surtout, ce lecteur de *Libé*, qui se serait bien vu journaliste, s'affole du panurgisme de médias sous emprise bienséante, qui bazardent les règles les plus élémentaires. Seul BFM l'aurait appelé pour entendre sa version.

Happy end ? Ne plaisantant qu'à demi, une de ses copines lui a reproché de «*faire fuir les mecs*». Ce qu'il a trouvé un peu exagéré. Question séduction, il est désormais sur les freins. L'été dernier pourtant, Brion boit un café, près du palais de justice. Il croit reconnaître sa voisine de table. Il l'aborde d'un laborieux et archaïque : «*On s'est déjà vu quelque part, non ?*» En fait, ils sont «amis» sur Facebook, preuve que les réseaux permettent aussi de socialiser. Depuis, ils sont ensemble, chacun gardant son appartement. Elle est avocate quand la précédente compagne de Brion faisait dans la communication. Elle le soutient, même s'il leur faut affronter la suspicion à répétition. Les gens qu'ils croisent s'empressent de le googler et la prennent à part pour lui dire : «*Mais tu sais avec qui tu es ?*» Malgré son optimisme sur le particularisme français en matière de mœurs qu'il voit résister à la normalisation anglosaxonne, le «porc» inaugural reconnaît : «*Tout ça ne s'effacera sans doute jamais complètement.*» ♦

Par **LUC LE VAILLANT**
Photo **FRED KIHN**

LE PORTRAIT

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h00. Infidèle. Série. Épisodes 1 & 2. Avec Claire Keim, Jonathan Zaccai.
23h15. New York, unité spéciale. Série. Terre brûlée. Le coach suprême. La mort du cygne.

FRANCE 2

21h00. The Detail. Série. Dur retour à la réalité. Le passé n'est jamais mort. **22h35. Stupéfiant 1.** Magazine. 69, année érotique.

FRANCE 3

21h00. L'odyssée des forçats de la mer. Documentaire. **22h30. Hommes des tempêtes.** Documentaire.

CANAL+

21h00. Babylon Berlin. Série. Épisodes 1 & 2. Avec Volker Bruch, Peter Kurth. **22h40. Les paris du globe-cooker.** Documentaire. Les Serbes et les Espagnols.

ARTE

20h55. Le voleur. Comédie dramatique. De Louis Malle. Avec Jean-Paul Belmondo, Geneviève Bujold. **22h55. Un homme qui me plaît.** Film.

M6

21h00. Insaississables. Thriller. Avec Jesse Eisenberg, Mark Ruffalo. **23h20. Le loup de Wall Street.** Biopic. Avec Leonardo DiCaprio, Jonah Hill.

FRANCE 4

21h00. Le syndrome de l'Écossais. Théâtre. Avec Thierry Lhermitte, Bernard Campan. **22h30. Anne Rou«ge»Manof.** Spectacle.

FRANCE 5

20h50. Les semailles et les moissons. Téléfilm. Avec Bernard Yrès, Sophie de La Rochefoucauld. **22h25. C dans l'air.** Magazine.

PARIS PREMIÈRE

20h50. Shutter Island. Thriller. Avec Mark Ruffalo, Ben Kingsley. **23h10. Volcano.** Film.

TMC

21h00. Retour vers le futur. Science-fiction. Avec Michael J Fox, Christopher Lloyd. **23h10. 90' Enquêtes.**

W9

21h00. Vilaine. Comédie. Avec Marilou Berry, Pierre-François Martin-Laval. **22h40. Love Actually.** Film.

NRJ12

21h00. Crimes. Documentaire. Spéciale : ils ont marqué l'année 2016. **22h50. Crimes.**

C8

21h00. Balade entre les tombes. Thriller. Avec Liam Neeson, Boyd Holbrook. **23h20. Acts of Violence.** Téléfilm.

TFX

21h00. Appels d'urgence. Magazine. Fous du volant et cambriolages en série : les gendarmes d'Auvergne sur tous les fronts. **21h55. Appels d'urgence.** Magazine.

CSTAR

21h00. Baptiste Lecaplain : origines. Spectacle. **22h55. Les Inconnus : la totale !.**

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. Dr House. Série. Rêves éveillés. Consultation à domicile. **22h35. Dr House.**

6TER

21h00. Le nouveau protocole. Thriller. Avec Marie-Josée Croze, Clovis Cornillac. **22h40. Rénovation Impossible.** Documentaire. 4 épisodes.

CHÉRIE 25

21h00. Je reste !. Comédie. Avec Sophie Marceau, Vincent Perez. **23h00. Faubourg 36.** Film.

RMC STORY

20h55. Révélations. Magazine. Enquête au cœur de l'aéroport d'Orly. **22h40. Révélations.**

LCP

20h30. Droit de suite - Le documentaire. Documentaire. Mais qui a tué Maggie ? **21h30. Droit de suite - Le débat.** **22h00. On va plus loin.**

Libération

www.liberation.fr
2, rue du Général Alain de Boissieu, 75015 Paris
tél. : 01 87 25 95 00

Édité par la SARL Libération

SARL au capital de 15 560 250 €.
2, rue du Général Alain de Boissieu - CS 41717
75741 Paris Cedex 15
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire

SFR Presse

Cogérants

Laurent Joffrin,
Clément Delpirou

Directeur de la publication et de la rédaction

Laurent Joffrin

Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

Directeurs adjoints de la rédaction

Stéphanie Aubert,
Christophe Israël,
Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef

Michel Becquembois (édition), Grégoire Biseau (enquêtes), Christophe Boulard (technique), Sabrina Champenois (société), Guillaume Launay (web)

Directeur artistique

Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef adjoints

Jonathan Bouchet-Petersen (France), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (idées), Gilles Diers (web), Fabrice Drouzy (spéciaux), Matthieu Ecoiffier (web), Christian Losson (monde), Catherine Mallaval (société), Didier Péron (culture), Sibylle Vincendon (société)

ABONNEMENTS

abonnements.liberation.fr
sceaabo@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ

Libération Medias
2, rue du Général Alain de Boissieu - 75015 Paris
tél. : 01 87 25 85 00

Petites annonces. Carnet Team Media

10, bd de Grenelle CS 10817
75738 Paris Cedex 15
tél. : 01 87 39 84 00
hpiat@teamedia.fr

IMPRESSION

Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Nantes)

Imprimé en France

Membre de OJD-Diffusion
Contrôle. CPPAP : 1120 C
80064. ISSN 0335-1793.



Origine du papier : France

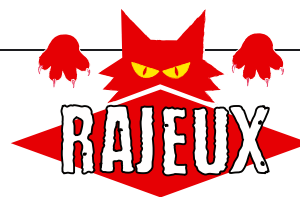
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :

P/Tot 0.009 kg/t de papier

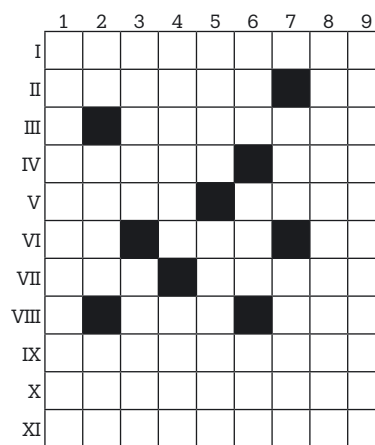
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.

Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr



ON S'EN GRILLE UNE ?

Par **GAËTAN GORON**



Grille n°1109

VERTICALEMENT

1. Maisons sur la route des vacances **2.** Les premières # Choisis le sens # On trouve le salut en son double **3.** Pierre à la mode avant de disparaître # Romain, c'est ton destin **4.** Faire toujours pareil # Fais sonner **5.** Homme de confiance # Arriver à la Sérénité **6.** Elle a eu sept enfants avec son cousin # Système sanguin # Cours entre Chine et Kazakhstan **7.** Il est en fonction # Fais la Tyrolienne **8.** Elle rime avec précarisation **9.** Fils cadet du roi

Solutions de la grille d'hier

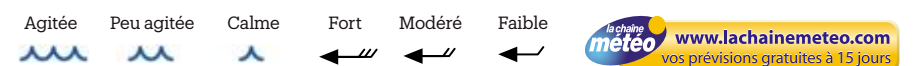
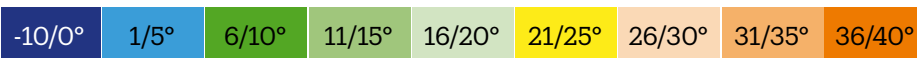
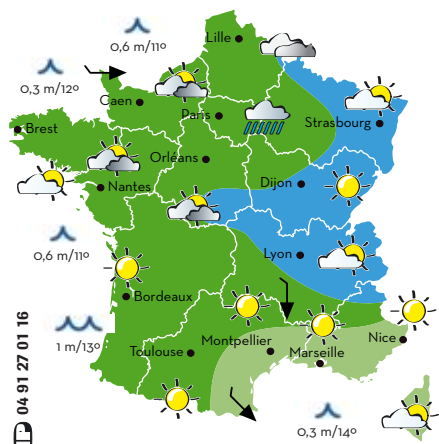
Horizontalement 1. VADEMECUM. **II.** ÎLE. KAHLO. **III.** NÎMES. AMI. **IV.** DE. PARR. **V.** INSA. ABRI. **VI.** TRAM. ES **VII.** AGI. VIDES. **VIII.** TELLE. ÊLU. **IX.** INTERAGIR. **X.** FRONTIÈRE. **XI.** SENSILLES. **Verticalement 1.** VINDICATIFS. **2.** ALIEN. GENRE. **3.** DEM. STILTON. **4.** ÉPAR. LENS. **5.** MKSA. AVERTI. **6.** EA. RAMI. AIL. **7.** CHARB. DÉGEL. **8.** ULM. RÉÉLIRE. **9.** MOISSURES.

libemots@gmail.com

LUNDI 7

Les nuages bas restent nombreux sur les 3/4 du pays avec quelques crachins alors que le soleil s'impose toujours près de la Méditerranée et en montagne.

L'APRÈS-MIDI Pas d'évolution attendue par rapport au matin avec quelques bruines possibles au nord de la Loire. Le soleil résiste au sud avec Mistral et Tramontane près de la Méditerranée.

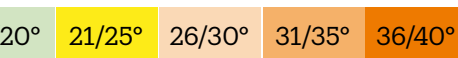
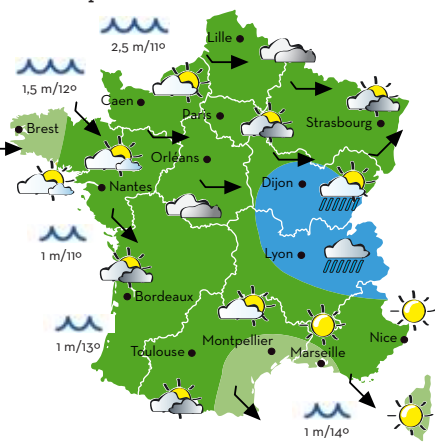


FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	5	8	Lyon	0	4	Alger	9	16
Caen	7	9	Bordeaux	-1	7	Berlin	0	3
Brest	6	10	Toulouse	-1	7	Bruxelles	5	7
Nantes	1	8	Montpellier	6	12	Jérusalem	6	10
Paris	5	7	Marseille	7	11	Londres	4	8
Strasbourg	0	4	Nice	7	11	Madrid	6	14
Dijon	-2	4	Ajaccio	8	13	New York	2	5

MARDI 8

La perturbation arrivée la nuit précédente par la Manche s'étend du nord de l'Aquitaine aux frontières de l'Est avec des pluies et de la neige dès 400 mètres.

L'APRÈS-MIDI La perturbation s'étire du sud-ouest aux frontières de l'est avec quelques pluies et de la neige dès 500 mètres d'altitude du centre-est aux Ardennes et aux Vosges. Le soleil persiste en Méditerranée.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	5	8	Lyon	0	4	Alger	9	16
Caen	7	9	Bordeaux	-1	7	Berlin	0	3
Brest	6	10	Toulouse	-1	7	Bruxelles	5	7
Nantes	1	8	Montpellier	6	12	Jérusalem	6	10
Paris	5	7	Marseille	7	11	Londres	4	8
Strasbourg	0	4	Nice	7	11	Madrid	6	14
Dijon	-2	4	Ajaccio	8	13	New York	2	5

ON S'EN GRILLE UNE AUTRE ?

Mots croisés,
sudoku,
échecs...
Retrouvez
tous nos jeux
sur mobile
avec RaJeux,
la nouvelle
appli de
Libération



Déjà
disponible sur
iOS et Android

SUDOKU

► SUDOKU 3865 MOYEN

	3	1	2		4	5	7	
2								4
4			7	8				2
5	8	6		1	2			3
				9				
9	4	3		2	7			8
7			5		3			1
3								7
	5	2	4		9	8	3	

► SUDOKU 3865 DIFFICILE

		3		5				9
				8	6			5
2			3			4		
		7					3	4
9	4							6
	2		5			7		
		9						6
6			8	4				
	3			2		1		

SUDOKU 3864 MOYEN

6	7	9	2	4	1	3	5	8
2	8	5	6	3	7	9	1	4
3	1	4	5	8	9	6	7	2
4	2	6	1	9	5	7	8	3
8	3	7	4	2	6	1	9	5
5	9	1	3	7	8	2	4	6
7	4	2	8	1	3	5	6	9
9	5	8	7	6	2	4	3	1
1	6	3	9	5	4	8	2	7

SUDOKU 3864 DIFFICILE

4	9	6	7	3	2	1	8	5
3	8	2	1	5	6	9	4	7
5	1	7	4	8	9	2	3	6
1	3	4	8	9	7	6	5	2
7	6	5	2	1	3	4	9	8
9	2	8	5	6	4	3	7	1
6	5	3	9	7	1	8	2	4
2	7	9	6	4	8	5	1	3
8	4	1	3	2	5	7	6	9

Solutions des
grilles d'hier



NE RIEN
FAIRE POUR
LE POUVOIR
D'ACHAT,
CELA NE NOUS
RESSEMBLERAIT
PAS.

En 2019, E.Leclerc baisse
les prix de 4600 produits
Marque Repère,
hors produits agricoles*.



* Produits agricoles et issus de la pêche et de l'aquaculture ; liste disponible sur marquerepere.com. Baisse des prix en 2019 par rapport aux prix relevés du 22 au 31/12/18. Sous réserve d'une évolution de la réglementation applicable à ces produits.